COMMUNE DE CONCA

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

RAPPORT ANNEXE DU PLU

TPAe – SCOP SA à capital variable
Résidence Impériale
Bâtiment C2
20 090 AJACCIO
Tél : 04 95 52 92 08
Fax : 04 95 52 92 08
Mail : tpae.corse@orange.fr

Version 3
Date : 30/06/2026

SOMMAIRE

I. Introduction 6

I.1 Contexte de l'étude 6

I.2 Objet du zonage 6

I.3 Enjeux et mesures 7

II. Volet réglementaire 8

II.1 La compétence « Eaux pluviales » 8

II.2 Code de l'urbanisme 8

II.3 Code civil 9

II.4 Code de l'environnement 10

II.4.1 Loi sur l'eau 10

II.4.2 Déclaration d'Intérêt Général ou d'urgence 12

II.4.3 Entretien des cours d'eau et GEMAPI 12

II.5 Code de la Santé Publique 13

II.6 Code de la voirie routière 13

III. Présentation de la commune 14

III.1 Données géographiques et administratives 14

III.2 Données humaines 14

III.2.1 Typologie des habitations 14

III.2.2 Population 15

III.2.3 Activités économiques 15

III.2.4 Evolutions urbanistiques 15

III.3 Contexte topographique 16

III.4 Contexte géologique 16

III.5 Réseau hydrographique et grands bassins versants 17

III.5.1 La rivière de TARCU 17

III.5.2 La CONCA 19

III.5.3 Le CAVU 19

III.6 Atlas des zones inondables (AZI) 19

III.7 Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) 20

III.8 Espaces naturels protégés 20

III.9 SDAGE de Corse 2022-2027 21

III.10 Climatologie 24

IV. Etat des lieux 25

IV.1 Diagnostic du réseau d'assainissement des eaux pluviales 25

IV.2 Caractéristiques des sous-bassins versants 28

V. Impact des projets d'urbanisation sur les eaux pluviales 30

V.1 Aspect quantitatif 30

V.2 Aspect qualitatif 30

VI. La gestion des eaux pluviales 32

VI.1 La gestion des eaux pluviales à trois échelles 32

VI.2 Techniques de gestion des eaux pluviales 34

VI.2.1 Les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle 34

VI.2.2 Les techniques de gestion des eaux pluviales au niveau d'une zone urbanisable 35

VI.2.3 Mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols 36

VII. Règles techniques de conception et de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales 38

VII.1 Généralités 38

VII.2 Cas des projets soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau 38

VII.3 Règles de conception 39

VII.3.1 Normes techniques 39

VII.3.2 Règles de conception des dispositifs d'infiltration 39

VII.3.3 Règles de conception des bassins de rétention 40

VII.4 Modalités d'évacuation des eaux après rétention ou infiltration 40

VII.5 Catégories d'eaux admises ou non au déversement 41

VII.5.1 Catégories d'eaux admises au déversement 41

VII.5.2 Catégories d'eaux non admises au déversement 41

VII.5.3 Cas particulier des eaux souterraines 41

VIII. Zonage d'assainissement des eaux pluviales 42

VIII.1 Règlement du zonage pluvial 42

VIII.1.1 Principes généraux 42

VIII.1.2 Zones définies 42

VIII.1.3 Contrôle de conception et de réalisation 45

Liste des figures

Figure 1 : Zone AU du PLU 15

Figure 2 : Géologie sur la commune de CONCA 17

Figure 3 : Points de suivi quantitatif des eaux souterraines sur le TARCU 18

Figure 4 : Statistiques quantitatives sur la nappe d'accompagnement du TRACU, point BSS002NFWY (source : ades.eaufrance.fr) 18

Figure 5 : Débit moyen mensuel sur le CAVU, station Y970 0001 03 (source : hydro.eaufrance.fr) 19

Figure 6 : Espaces naturels protégés 21

Figure 7 : Extrait du programme de mesures du SDAGE de Corse 2022-2027 concernant le Golfe de Porto Vecchio, la rivière de l'Osu et la rivière du Cavu 23

Figure 8 : Températures et précipitations à CONCA, entre 1991 et 2020 (Source : Infoclimat.fr) 24

Figure 9 : Coupe d'un puits d'infiltration 34

Figure 10 : Constituants d'une toiture stockante 34

Figure 11 : Principe de fonctionnement d'un bassin de rétention 35

Figure 12 : Exemple de dalle de type Evergreen 36

Figure 13 : Schéma de principe d'un pavé drainant 37

Liste des photos

Photo 1 : Exutoire supposé à Tarcu 25

Photo 2 et Photo 3 : Ravinements sur la piste d'accès d'Aria Mezzana (Nord) 26

Photo 4 et Photo 5 : Regard et fossé non entretenus (Tarcu) 26

Photo 6 et Photo 7 : Aménagement de fortune à Forconcella (Conca village) 26

Photo 8 : Cuve de récupération des eaux pluviales 34

Photo 9 : Bassin de rétention en forme de noue 35

Photo 10 : Noues paysagères successives 35

Photo 11 : Mise en place d'un bassin enterré à structure alvéolaire 36

Liste des tableaux

Tableau I : Evolution de la population de CONCA de 1968 à 2021 – Données INSEE 15

Tableau II : Altimétries des secteurs bâtis 16

Tableau III : Dispositions de l'Orientation Fondamentale n°5 sur les risques d'inondation 22

Tableau IV : Coefficients de MONTANA issus de la station de SARTENE (Données de 1998 à 2023) pour des pluies de durée 6 minutes à 6 heures 24

Tableau V : Exemple - Hauteurs d'eau précipitées pour des pluies de 6h en fonction de la période de retour statistique 24

Tableau VI : Type et linéaire de réseau pluvial 25

Tableau VII : Type et nombre d'ouvrages 25

Tableau VIII : Coefficients de ruissellement considérés 28

Tableau IX : Caractéristiques des bassins versants identifiés 29

Tableau X : Pollution fixée sur les particules solides en % de la pollution totale 30

Tableau XI : Les trois échelles de la gestion des eaux pluviales 32

Tableau XII : Coefficient d'imperméabilisation maximal et coefficient biotope minimal à appliquer par zone 45

I.INTRODUCTION

I.1 CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans le cadre de l'élaboration de son PLU, la commune de CONCA souhaite réaliser son zonage d'assainissement des eaux pluviales afin de respecter les recommandations des services de l'Etat en matière de gestion des eaux pluviales, et notamment l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

> *« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*
>
> *[…]*
>
> *3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
>
> *4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

La commune doit s'assurer que la gestion actuelle et future des eaux pluviales sur son territoire soit bien cohérente avec son document d'urbanisme, notamment vis-à-vis des futures zones urbanisables.

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales doit permettre de :

- Dresser un plan complet de fonctionnement du réseau de collecte des eaux pluviales sur la commune à partir de l'état des lieux du système hydrographique naturel (cours d'eau, cheminement préférentiel des ruissellements) et des réseaux de collecte pluviaux (canalisations et fossés) ;
- Préconiser des solutions palliatives pour les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation, à traduire dans le règlement du PLU.

I.2 OBJET DU ZONAGE

Le volet « Eaux pluviales » d'un zonage d'assainissement, défini dans le Code Général des Collectivités Territoriales, permet d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie sur un territoire communal ou intercommunal, selon une démarche prospective.

L'objectif du zonage pluvial est de maîtriser les impacts de l'urbanisation et plus globalement des modifications de l'usage des sols sur le fonctionnement hydraulique d'un bassin versant en cas de pluies intenses.

Plusieurs zones correspondant à des niveaux différents de prise en compte du ruissellement pluvial peuvent être définies selon le *Guide pour la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme (rapport du GRAIE, Avril 2014)* :

- Les zones de production et de passage : limiter au maximum l'imperméabilisation des sols et compenser les débits issus des surfaces imperméabilisées ;
- Les zones de passage : intégrer dans les projets le libre écoulement de l'amont vers l'aval et les vitesses de l'eau ;
- Les zones basses : prendre en compte les conditions locales d'écoulement et notamment les risques d'inondation des parties enterrées ;
- Les axes de ruissellement : définir une distance de recul suffisante pour ne pas entraver le libre écoulement des eaux.

Le zonage pluvial permet de fixer des prescriptions (aspects quantitatifs et qualitatifs), comme :

- La limitation des rejets dans les réseaux, voire un rejet nul dans certains secteurs ;
- Un principe technique de gestion des eaux pluviales (infiltration, stockage temporaire) ;
- D'éventuelles prescriptions de traitement des eaux pluviales à mettre en œuvre.

Le zonage n'aura de valeur juridique qu'après la tenue d'une enquête publique, l'approbation par la collectivité compétente et sa validation par arrêté. Son poids peut être renforcé par sa reprise dans le règlement du PLU.

I.3 ENJEUX ET MESURES

Trois enjeux majeurs sont à prendre en compte :

- Le risque d'inondation : Limiter les crues liées au ruissellement pluvial, les phénomènes d'érosion et de transport solide qui y sont associés, ainsi que les débordements de réseau ;
- Le risque de pollution : Préserver ou restaurer la qualité des milieux récepteurs par la maîtrise des flux de rejets par temps de pluie ;
- L'assainissement des eaux usées : Limiter la dégradation du fonctionnement des stations d'épuration et du réseau de collecte des eaux usées par temps de pluie.

Les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs peuvent être :

- La définition de zones constructibles ou non et de zones dédiées à l'expansion des crues ;
- L'application de règles relatives à des surélévations, à l'imperméabilisation des sols, aux rejets au milieu récepteur, à l'assainissement non collectif, au raccordement des eaux pluviales au réseau communal ;
- Des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

II.VOLET REGLEMENTAIRE

Les prescriptions d'un zonage pluvial ne font jamais obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur. Les principales dispositions et orientations réglementaires relatives aux eaux pluviales sont présentes dans plusieurs codes.

II.1 LA COMPETENCE « EAUX PLUVIALES »

Les articles 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), attribuent, à titre obligatoire, les compétences « eau potable » et « assainissement » aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

La gestion des eaux pluviales urbaines, définie à l'article L. 2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), est assimilée à un service public relevant de la compétence « assainissement », lorsque cette dernière est exercée de plein droit par un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) d'après la décision n° 349614 du 4 décembre 2013.

En pratique, la compétence « eaux pluviales urbaines » a été détachée de façon explicite de la compétence « assainissement » pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération (Loi Ferrand, adoptée le 3 août 2018) et son exercice est à terme obligatoire pour tous les types d'EPCI à fiscalité propre à l'exception des communautés de communes.

Par conséquent, la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » reste communale sur le territoire de la commune de CONCA. Au vu de la complexité entourant la gestion des eaux pluviales urbaines, la commune de CONCA aura dans un premier temps à réfléchir à la définition du périmètre de son service en termes d'ouvrages et de patrimoine pluvial (audit). Elle aura également à réfléchir à la coordination avec les autres services communautaires et municipaux pour les missions en superposition sur plusieurs compétences.

Du point de vue de la Communauté de Communes de l'ALTA ROCCA, bien que cette compétence « gestion des eaux pluviales » puisse sembler difficile à prendre en main, elle peut devenir une formidable occasion de réfléchir à une gestion transversale des compétences en lien avec l'eau dans toutes ses dimensions (GeMAPI, eau potable, assainissement, eaux pluviales urbaines, ruissellement non urbain, urbanisme, …) afin de permettre une rationalisation de ces services à une échelle intercommunale et de dépasser une vision trop souvent cloisonnée de ces problématiques.

II.2 CODE DE L'URBANISME

Le code de l'urbanisme ne prévoit **pas d'obligation de raccordement** à un réseau public d'eaux pluviales pour une construction existante ou future. De même, il ne prévoit pas de desserte des terrains constructibles par la réalisation d'un réseau public. La création d'un réseau public d'eaux pluviales n'est pas obligatoire.

Une commune **peut interdire ou réglementer le déversement d'eaux pluviales** dans son réseau d'assainissement pluvial. Si le propriétaire d'une construction existante ou future veut se raccorder au réseau public existant, la commune peut le lui refuser sous réserve d'avoir un motif objectif, tel que la saturation du réseau.

L'acceptation de raccordement par la commune fait l'objet d'une convention de déversement ordinaire.

II.3 CODE CIVIL

Le code civil institue des servitudes de droit privé, destinées à régler les problèmes d'écoulement des eaux pluviales entre terrains voisins.

Article 640 du Code civil :

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

⇨ Le propriétaire du terrain situé en contrebas ne peut s'opposer à recevoir les eaux pluviales provenant des fonds supérieurs, il est soumis à une servitude d'écoulement à partir du moment où le terrain n'a pas été modifié par la main de l'homme (terrain naturel).

Article 641 du Code civil :

« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.

Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

[…] »

⇨ Un propriétaire peut disposer librement des eaux pluviales tombant sur son terrain à la condition de ne pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales s'écoulant vers les fonds inférieurs.

Article 681 du Code civil :

« Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. »

⇨ Cette servitude d'égout de toits interdit à tout propriétaire de faire s'écouler directement sur les terrains voisins les eaux de pluie tombées sur le toit de ses constructions.

II.4 CODE DE L'ENVIRONNEMENT

II.4.1 Loi sur l'eau

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a marqué un tournant dans la façon d'appréhender la problématique de l'eau. Elle est fondée sur la nécessité d'une gestion globale et concertée de la ressource en eau tenant compte des besoins et usages, des impératifs économiques, mais également des exigences du milieu naturel. Elle aborde en particulier, la nécessité de maîtriser le ruissellement pluvial, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

La nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (nomenclature IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement est précisée à l'article R 214-1.

Les rubriques suivantes sont susceptibles d'être concernées dans le cadre d'actions liées à la gestion des eaux pluviales :

2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;

2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;

2° Un obstacle à la continuité écologique :

a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;

b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).

Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.

3.1.2.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :

1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;

2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.

3.1.3.0. Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur :

1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ;

2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).

3.1.4.0. Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :

1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;

2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).

3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :

1° Destruction de plus de 200 m^2 de frayères (A) ;

2° Dans les autres cas (D).

3.2.1.0. Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :

1° Supérieur à 2 000 m^3 (A) ;

2° Inférieur ou égal à 2 000 m^3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;

3° Inférieur ou égal à 2 000 m^3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).

Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation.

L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.

3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :

1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m^2 (A) ;

2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m^2 et inférieure à 10 000 m^2 (D).

Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.

3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non :

1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;

2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).

L'instruction des dossiers de déclaration et d'autorisation est assurée par le service départemental chargé de la police des eaux. Les dossiers doivent préciser des éléments sur l'emplacement, la nature, la consistance, les volumes et travaux engendrés par l'ouvrage projeté.

Ces dossiers doivent aussi contenir des informations concernant les incidences quantitatives et qualitatives de l'ouvrage projeté : sur la ressource en eau, le milieu aquatique et l'écoulement des eaux de ruissellement, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incidents.

Les autorisations ou déclarations obtenues antérieurement au 30 mars 1993, en application de textes relatifs à la police de l'eau, sont assimilées aux nouvelles autorisations ou déclarations issues de la loi sur l'eau.

II.4.2 Déclaration d'Intérêt Général ou d'urgence

L'article L.211-7 du Code de l'Environnement habilite les collectivités territoriales à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant à la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, ainsi qu'à la défense contre les inondations et contre la mer.

II.4.3 Entretien des cours d'eau et GEMAPI

L'entretien est réglementairement à la charge des propriétaires riverains, conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement :

> *« Le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »*

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique a créé une compétence ciblée et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, et l'attribue aux communes et à leurs groupements : la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations ou GEMAPI.

Depuis le 1er janvier 2018, l'entretien et la restauration des cours d'eau et des ouvrages de protection contre les crues incombent aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP) à savoir la Communauté de Communes du SUD CORSE.

A noter que gestion « pluviale » et gestion « fluviale » sont étroitement liées. C'est pourquoi l'acquisition des compétences « GEMAPI » et « Eaux pluviales » constitue un atout pour la Communauté de Communes du SUD CORSE en matière de gestion de la problématique inondation. La Communauté de Communes du SUD CORSE exerce les compétences obligatoires liées à la GEMAPI, sans compétence optionnelle.

Les milieux aquatiques possèdent naturellement de nombreux atouts pour réduire le risque d'inondation. Mettre à profit les caractéristiques naturelles des milieux, tout en rationnalisant le recours au génie civil pour le limiter aux secteurs urbanisés, permet d'apporter une réponse judicieuse à la prévention des inondations et la préservation du bon fonctionnement des milieux aquatiques.

Les solutions de restauration à mettre en œuvre s'articulent autour de 3 idées clés :

- Laisser plus d'espace à la rivière ;
- Ralentir les écoulements de la rivière ;
- Gérer l'eau par bassin versant.

Les opérations d'aménagement qui seront prévues sur les cours d'eau sont en lien direct avec la GEMAPI.

II.5 CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Le code impose l'existence d'un Règlement sanitaire départemental (article L.1) qui doit contenir des dispositions relatives à l'évacuation des eaux pluviales. Les eaux pluviales ne sont pas explicitement citées dans l'article qui est à interpréter en tenant compte du bon fonctionnement des installations de collecte et traitement des eaux usées

II.6 CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE

Lorsque le fonds inférieur est une voie publique, les règles administratives admises par la jurisprudence favorisent la conservation du domaine routier public et de la sécurité routière. Des restrictions ou interdictions de rejets des eaux pluviales sur la voie publique peuvent être imposées par le code de la voirie routière (Articles L.113-2, R.116-2), et étendues aux chemins ruraux par le code rural (articles R.161-14 et R.161-16), en l'absence de gestion des eaux pluviales en amont.

III.PRESENTATION DE LA COMMUNE

III.1 DONNEES GEOGRAPHIQUES ET ADMINISTRATIVES

CONCA est localisée à environ 13 km au Nord de PORTO VECCHIO. La commune s'étend sur environ 78 km² et est organisée en trois principales zones agglomérées :

- La zone agglomérée de CONCA village, traversée par la D168, concentre les services publics et des habitations ;
- La zone agglomérée du littoral, allant de FAVONE à FAUTEA, traversée par la RT 10 et, est principalement tournée vers le tourisme balnéaire et de villégiature ;
- La zone sud, adjacente à SAINTE LUCIE DE PORTO VECCHIO, qui concentre des habitations, des bâtiments industriels et le camping Aqua e Sole.

La commune comporte dix zones d'habitations principales :

- Favone ;
- Bocca di Guardia ;
- Mozziconaccio (camping) ;
- Tarcu ;
- Cervonniccia ;
- Figa ;
- Fautea ;
- Conca ;
- Aria Mezzana ;
- Aqua e Sole (camping).

Il existe de l'habitat diffus en dehors des zones agglomérées.

Les communes voisines sont :

- ZONZA au Sud et à l'Ouest ;
- SARI-SOLENZARA au Nord ;
- QUENZA à l'Ouest.

La commune fait partie de la Communauté de Communes de l'ALTA ROCCA regroupant 18 communes et dont le chef-lieu est situé à LEVIE. La commune de CONCA (faisant anciennement partie de la côte des Nacres) a rejoint la communauté de communes de l'ALTA ROCCA en 2017.

III.2 DONNEES HUMAINES

III.2.1 Typologie des habitations

1694 logements ont été recensées par l'INSEE en 2022 :

- 578 sont des résidences principales ;
- 1099 sont des résidences secondaires ;
- 17 logements vacants.

52% des logements sont des maisons. Les résidences principales comportent en moyenne 3 à 4 pièces ; 1% des résidences principales sont en état de suroccupation.

L'urbanisation récente est modérée sur la commune avec 43% des résidences principales construites entre 1991 et 2019, dont 84% sont des maisons.

III.2.2 Population

Au dernier recensement INSEE de la population en 2022, la commune de CONCA comptait 1167 habitants permanents. La densité de population était alors proche de 15 hab/km². Il y a un équilibre entre les différentes tranches d'âges de la population mais les 60 à 74 ans sont les plus nombreux (22%).

Tableau I : Evolution de la population de CONCA de 1968 à 2021 – Données INSEE

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Population	432	481	546	783	770	984	1 083	1 117	1 167
Densité moyenne (hab/km²)	5,5	6,2	7	10	9,9	12,6	13,9	14,3	15
Variation annuelle (%)		1,6%	1,8%	4,6%	-0,2%	3,6%	1,9%	0,6%	0,7%

Il y a en moyenne 2 habitants permanents par résidence principale en 2022.

III.2.3 Activités économiques

Les activités ayant un impact notable sur la consommation en eau de la commune et/ou potentiellement génératrices de pollutions des eaux pluviales sont les suivantes :

- Le commerce de gros et de détail, le transport, l'hébergement et la restauration (69% des établissements) ;
- La construction (20% des établissements) ;
- L'agriculture, sylviculture et pêche (5.5% des établissements).

L'industrie est inexistante sur la commune.

Les autres activités sont de type tertiaire et ont un impact plus restreint sur la consommation en eau et la pollution des eaux pluviale.

III.2.4 Evolutions urbanistiques

Le zonage du PLU prévoit quatre zones à urbaniser (AU) secteurs PACCIALEDDA, PIZETTU, LIVESANI et CONTRE LARGHI. Les projets d'urbanisation concernant des surfaces supérieurs à 1ha, ls seront concernés par rubrique 2.1.5.0 de la Loi sur l'eau.

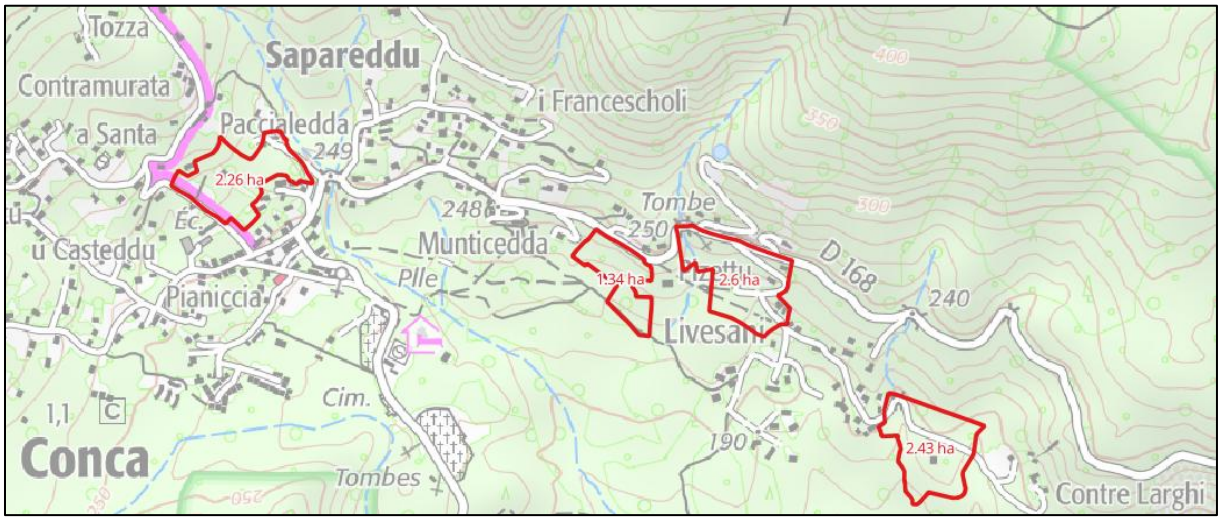


Figure 1 : Zone AU du PLU

III.3 CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

Le point culminant de la commune est à 1445 m NGF, situé dans le secteur Ouest de la commune.

Les pentes sont fortes, de 10% à 30%, sur la majorité (80%) des secteurs bâtis : A GUARDIA, MOZZICONACCIO, TARCU, CERVONICCIA, FIGA, FAUTEA, CONCA, ARIA MEZZANA.

Tableau II : Altimétries des secteurs bâtis

	Altimétrie (mNGF)	Pentes moyennes
Ance de Favone	0 - 40	5% - 15%
A Guardia	4 - 50	15% - 30 %
Mozziconaccio (camping)	6 - 77	20% - 25 %
Ance de Tarcu	3 - 130	15% - 40 %
Cervoniccia	7 - 55	20% - 30 %
Figa	0 - 51	10% - 30 %
Fautea	0 - 97	20% - 35%
Conca	187 - 383	10% - 30 %
Aria Mezzana	41 - 126	10% - 15%
Aque e Sole (camping)	40 - 53	3% - 4%

Les fortes pentes sur les zones urbanisables imposeront de gérer les eaux pluviales afin de limiter les ravinements.

III.4 CONTEXTE GEOLOGIQUE

La Corse présente une remarquable diversité géologique. Il existe trois unités géologiques séparées les unes des autres par des accidents tectoniques :

- La "Corse Hercynienne" occupant les deux tiers de l'île à l'Ouest et au Sud est la plus ancienne. Ce socle est composé de roches plutoniques (granites, diorites et gabbros) et d'un complexe volcanique rhyolithiques dans les massifs du CINTO et d'OSANI.
- La "Corse Alpine" occupant le quart Nord-est de l'île est caractérisée par des roches constituées de "schistes lustrés" (ophiolites, schistes sériciteux, prasinites, cipolins, quartzites, serpentines, gneiss).
- Les terrains sédimentaires tertiaires et quaternaires : ce sont les petits bassins calcaro-gréseux, les accumulations conglomératiques et les molasses. Ces formations tendres sont entaillées par les cours d'eau.

La commune se situe dans le contexte géologique de la "Corse Hercynienne" occupant la majorité de la surface de l'île et caractérisée par des roches granitiques. Il existe des formations alluvionnaires associées à la CONCA et la PUNTA PINZUTA.

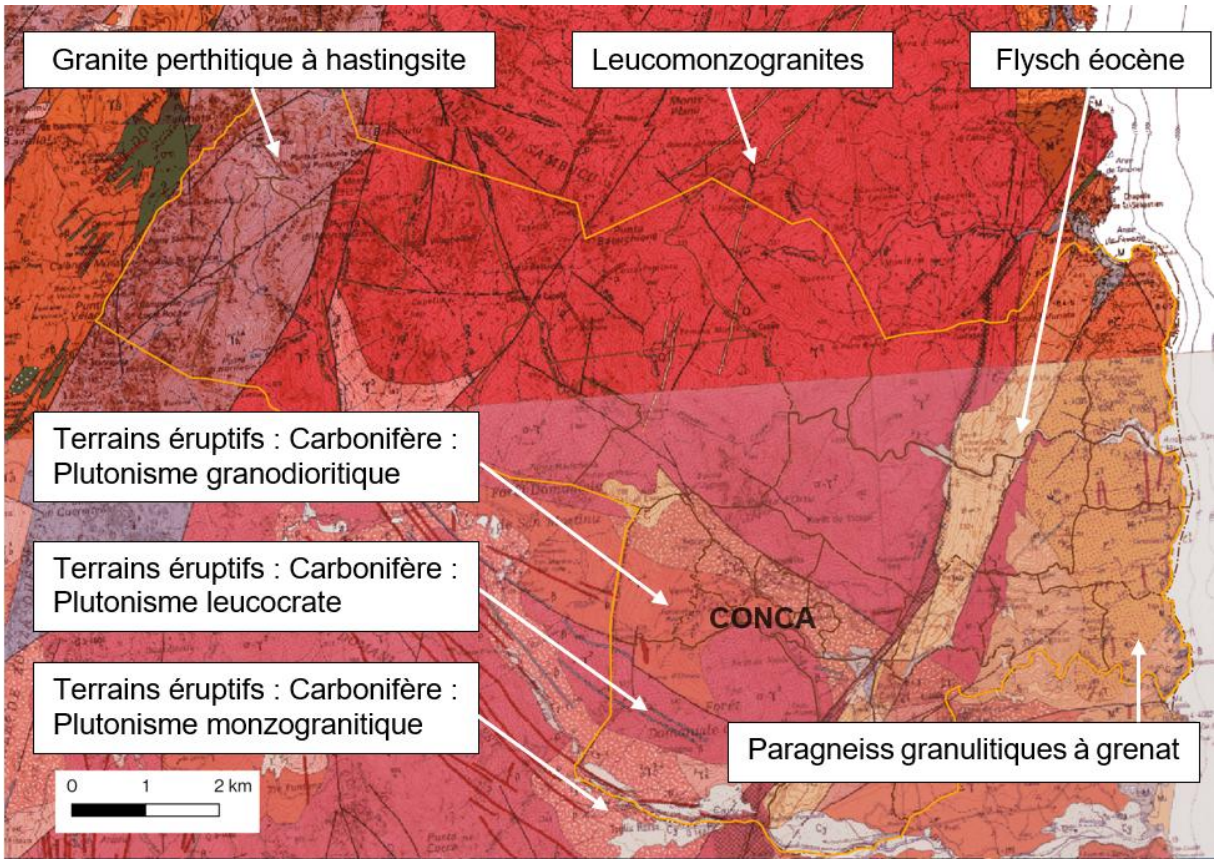


Figure 2 : Géologie sur la commune de CONCA

La majorité du territoire communal se trouve sur des roches granitiques avec des sols peut favorables à l'infiltration des eaux pluviales. Les terrains sur sols alluvionnaires se prêtent davantage à l'infiltration des eaux pluviales qui reste cependant limitée compte-tenu du caractère souvent humide ou inondable de ces zones.

III.5 RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET GRANDS BASSINS VERSANTS

ANNEXE I : Carte des bassins versants hydrographiques

La commune est drainée par trois grands bassins versants :

- Le bassin versant du TARCU, d'une surface totale de 24,5 km², couvre un tier de la surface de la commune. Son exutoire se situe dans l'Anse de TARCU ;
- Le bassin versant de la CONCA, d'une surface totale de 12,6 km², couvre 16% du territoire de la commune. Son exutoire est situé au Nord de la plage de Fautea sur la commune de CONCA ;
- Le bassin versant du CAVU, situé à cheval sur les communes de CONCA et de ZONZA, couvre une surface totale de 73 km², soit un tier de la surface de la commune (24 km²). Son exutoire se trouve au niveau de la plage d'OVU SANTU, sur la commune de ZONZA.

Les bassins versants secondaires drainent environ 25% du territoire communal. Ils se rejettent directement en mer à CONCA et sur les communes voisines.

III.5.1 La rivière de TARCU

Elle prend sa source à la Punta Batarchione, à 976 m NGF, à 8 km au Nord-Ouest de son exutoire. Ses principaux affluents sont :

- Le ruisseau de Punta Pinzuta, en rive droite ;
- Le ruisseau de Grillucciu, en rive gauche ;
- Le ruisseau de Casale ;
- Le ruisseau de Vigo de Casimo en rive gauche ;
- Le ruisseau de la Latina en rive droite.

La nappe d'accompagnement du TARCU fait l'objet d'un suivi quantitatif en deux points situés respectivement à 5m et 1,5m d'altitude :

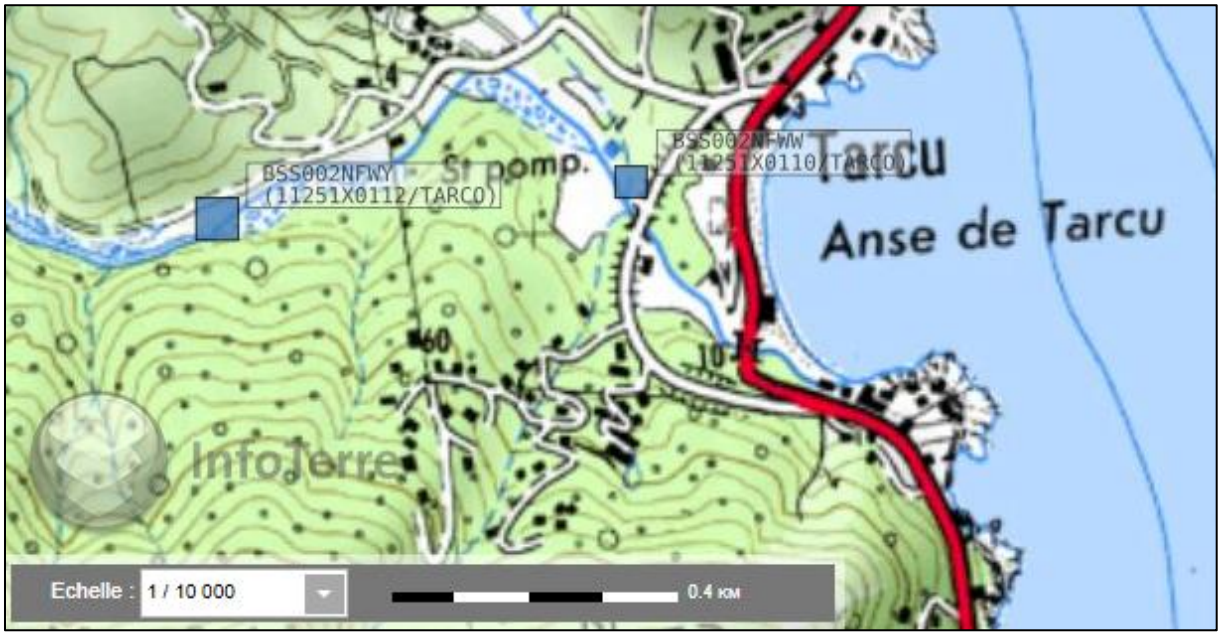


Figure 3 : Points de suivi quantitatif des eaux souterraines sur le TARCU

Les données statistiques sur le point BSS002NFWY (amont) sont les suivantes :

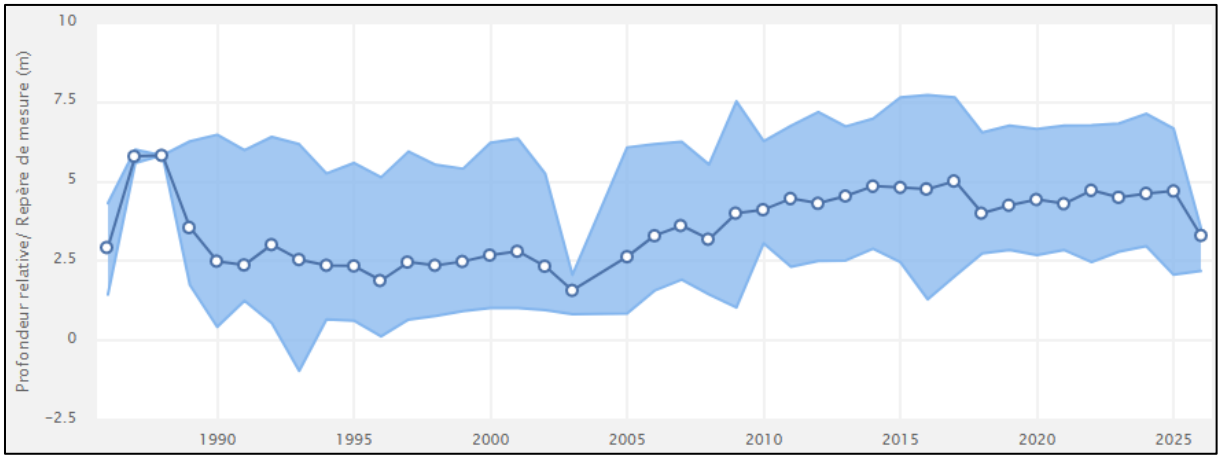


Figure 4 : Statistiques quantitatives sur la nappe d'accompagnement du TRACU, point BSS002NFWY (source : ades.eaufrance.fr)

En dehors des épisodes pluvieux, ce cours d'eau est généralement à sec au point de mesure. La profondeur de l'eau présente une tendance à la hausse sur les 30 dernières années. Le point de suivi quantitatif en aval présente des données très lacunaires.

III.5.2 La CONCA

Elle prend sa source au niveau de la Bocca d'Usciolu, à 587 m NGF, à 7 km au Nord-Ouest de son exutoire. Son affluent principal est le ruisseau de Fontanella, en rive gauche. Il n'existe pas de donnée quantitative sur la CONCA.

III.5.3 Le CAVU

Une grande partie du cours d'eau du CAVU est située sur la commune de ZONZA, de même que son bassin versant. Sa source est, elle aussi, située sur la commune de ZONZA. Il existe des données quantitatives lacunaires en provenance de 3 stations hydrotimétriques qui ne permettent pas d'établir des statistiques fiables :

- Station Y970000201 U Cavu à Zonza (Parc aventures) d'Octobre 2021 à Aujourd'hui donnant uniquement les hauteurs d'eau ;
- Station Y970 0001 U Cavu à Conca et à Zonza de Février 2021 à Juin 2021 ;
- Y970 0001 03 U Cavu à Conca (Pont de Purcilella) d'Avril 2019 à Mai 2021 :

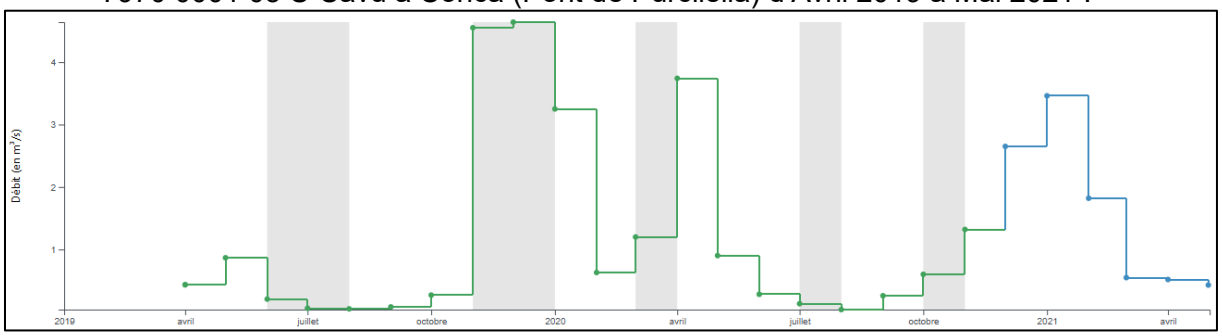


Figure 5 : Débit moyen mensuel sur le CAVU, station Y970 0001 03 (source : hydro.eaufrance.fr)

Le débit est quasiment nul à l'étiage est et fortement impacté par es précipitations.

III.6 ATLAS DES ZONES INONDABLES (AZI)

ANNEXE II : Atlas des zones inondables (AZI)

Les AZI sont construits dans la plupart des cas à partir d'études hydro-géomorphologiques ou à partir des plus hautes eaux connues (PHEC), voire à partir des inondations de période de retour centennale à l'échelle des bassins hydrographiques. Ils sont rattachés au volet "gestion des risques" des SDAGE (Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux), élaborés par les comités de bassins.

Le territoire de la commune de CONCA est concerné par un Atlas des Zones Inondables associé à la rivière de CAVU.

Aucun ouvrage bâti n'existe dans le lit mineur, le lit moyen ou le lit mineur du cour d'eau de CAVU.

Il est déconseillé de développer l'urbanisation sur les zones concernées par l'AZI. Le règlement du PLU interdit toute construction dans les zones couvertes par l'AZI.

Les choix d'aménagements en amont des zones concernées par l'AZI ne doivent pas aggraver la situation en aval.

III.7 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI)

ANNEXE III : Plan de Prévention des risques Inondation (PPRi)

Le PPRI est établi par l'Etat en concertation avec les acteurs locaux. Entre outil de gestion de l'eau et d'aménagement du territoire, il a pour objectif de réduire les risques d'inondation en fixant les règles relatives à l'occupation des sols et à la construction des futurs biens. Il peut également fixer des prescriptions ou des recommandations applicables aux biens existants.

Le territoire communal de CONCA est concerné par le PPRi de la rivière U CAVU.

Des ouvrages bâtis existent en zone d'aléa fort et très fort du PPRi :

- Camping Aqua e Sole ;
- 18 habitations de la résidence Aria Mezzana ;
- 1 habitation le long de la D 168 (route de CONCA)
- Des bâtiments industriels le long de la RT 10 ;

Le règlement du PLU reprend le règlement du PPRi.

Les choix d'aménagement sur la commune doivent être pris de manière à ne pas aggraver la situation en aval.

III.8 ESPACES NATURELS PROTEGES

Les espaces protégés suivants se trouvent sur (1) et/ou à proximité directe (2) de la commune de CONCA :

(1) (2)
☒ ☐ Arrêté de protection de biotope
☐ ☐ Aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne
☐ ☐ Parc naturel marin
☒ ☒ Parc naturel régional
☐ ☐ Réserve biologique
☐ ☐ Réserve de biosphère
☐ ☐ Réserve Naturelle de Corse
☐ ☐ Site acquis par le Conservatoire du littoral
☒ ☒ Site Natura 2000 (directive habitat), site d'importance communautaire (SIC)
☐ ☐ Site Natura 2000 (directive oiseaux), zone de protection spéciale (ZPS)
☐ ☐ Site Natura 2000 (domaine maritime)
☐ ☐ Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)
☐ ☐ Zones humides protégées par la Convention de RAMSAR
☒ ☒ Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
☐ ☐ **Aucun espace protégé répertorié**

Les espaces naturels protégés suivants sont situés en aval des zones urbanisées ou à urbaniser de la commune de CONCA. Les choix d'aménagement de la commune en matière de gestion des eaux pluviales vont donc impacter ces espaces protégés en lien avec une augmentation quantitative et une dégradation qualitative des écoulements lors des fortes pluies :

- Parc Naturel régional de Corse : village de CONCA ;
- Arrêté de protection de biotope : 1 Punta Calcina ;
- Site Natura 2000, zone spéciale de conservation (ZSC) : 1 Punta Calcina

- ZNIEFF I :

1 Station botanique de l'Anse de Favone ;
2 Punta Calcina.
3 Zone humide de l'Ovu Santu
4 Forêt de Bavella

- ZNIEFF II :

5 Crête des hauts versant du massif de Bavella;
6 Forêts de Barocaggio Marghese et Zonza.

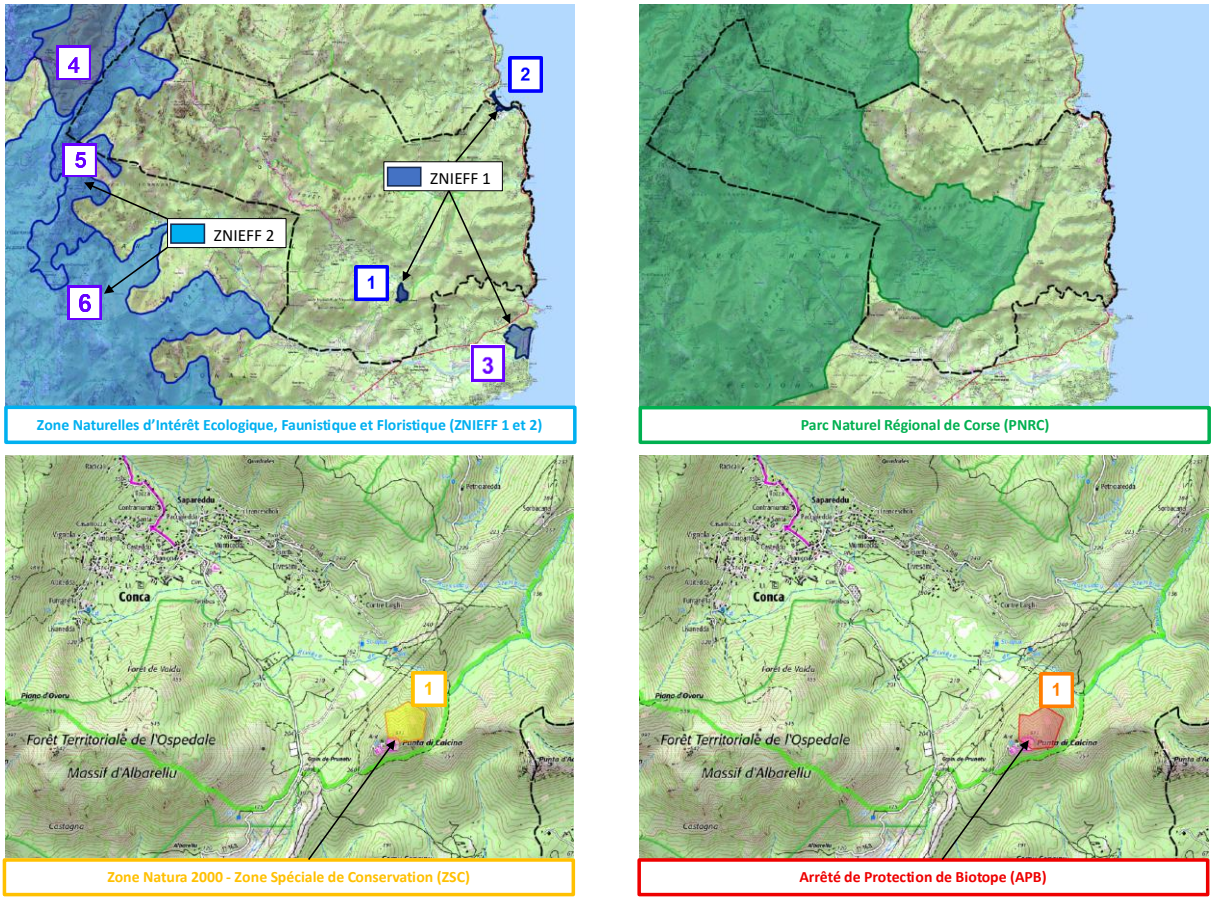


Figure 6 : Espaces naturels protégés

III.9 SDAGE DE CORSE 2022-2027

La planification dans le domaine de l'eau est encadrée par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 codifiée aux articles L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

La Directive Cadre sur l'Eau s'applique au travers des SDAGE (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et de leurs programmes de mesures, établis par grands bassins versants, et les SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux), élaborés plus localement par bassin versant.

En l'absence de SAGE, ce sont donc les recommandations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de CORSE qui s'appliquent sur la commune de CONCA.

Le Comité de Bassin de Corse a adopté son nouveau SDAGE 2022-2027 le 3 décembre 2021. Il constituera le socle stratégique de la politique de l'eau dans le bassin des 6 prochaines années, pour atteindre un bon état des eaux.

Dans la pratique, le SDAGE formule des préconisations à destination des acteurs locaux du bassin de Corse. Il oblige les programmes et les décisions administratives à respecter les principes de gestion équilibrée, de protection ainsi que les objectifs environnementaux fixés par la DCE.

L'un des objectifs est la couverture globale du bassin de la Corse en zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, intégrés dans les PLU.

Le comité de bassin de Corse a défini cinq orientations fondamentales dont l'Orientation Fondamentale n°5 (item 5.05) directement en lien avec la gestion des eaux pluviales :

RÉDUIRE LES RISQUES D'INONDATION EN S'APPUYANT SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES

La Corse est drainée par un réseau hydrographique très dense organisé de part et d'autre d'une chaîne centrale, dans un contexte hydro-climatique méditerranéen particulièrement affecté par les effets du changement climatique. Le régime des cours d'eau, souvent torrentiel et toujours caractérisé par des temps de réaction très courts, est marqué par une forte incidence de la pente dans la genèse des crues. Le territoire est régulièrement impacté par des évènements météorologiques méditerranéens ainsi que par des cellules orageuses localisées.

En milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises pour limiter les ruissellements à la source, notamment dans les documents et décisions d'urbanisme, y compris dans les secteurs à risque faible ou nul, mais dont toute modification pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des systèmes aquatiques qui prend en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable (« révélateur » car souvent situé en point bas) ne représente couramment qu'une petite partie.

Tableau III : Dispositions de l'Orientation Fondamentale n°5 sur les risques d'inondation

LES DISPOSITIONS – ORGANISATION GENERALE	
5-01	Identifier et rendre fonctionnelles les zones d'expansion de crues
5-02	Définir des objectifs et mettre en œuvre des opérations de préservation ou de restauration de l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau et des milieux humides
5-03	Restaurer la ripisylve et les berges et gérer les embâcles de manière sélective
5-04	Préserver ou améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire
5-05	Limiter le ruissellement à la source (infiltration, rétention et entretien des ouvrages)
5-06	Favoriser la rétention dynamique des écoulements à l'échelle des bassins versants en intégrant le principe de solidarité amont-aval
5-07	Accompagner la création exceptionnelle de nouveaux ouvrages de protection en appliquant la doctrine « Eviter, Réduire, Compenser »
5-08	Fédérer les démarches autour d'un EPCI pilote
5-09	Prendre en compte les risques littoraux

La recommandation 5-05 : Limiter le ruissellement à la source (infiltration, rétention et entretien des ouvrages) met en avant les prescriptions suivantes :

- Limiter l'imperméabilisation des sols (voire l'interdire en particulier pour les voies privées de circulation et les stationnements), et l'extension des surfaces imperméabilisées via la définition d'un coefficient maximal d'imperméabilisation par sous-secteur ;
- Favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle dès le premier m² imperméabilisé ;
- Favoriser le recyclage des eaux de toiture ;
- Maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en différant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;
- Préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment par le maintien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;
- Chaque opération d'aménagement ou de réaménagement de secteurs urbains ou péri-urbains doit privilégier la non-imperméabilisation ou dés imperméabilisation des surfaces, le recours à des revêtements innovants et le maintien des couverts naturels, favorisant l'infiltration des eaux pluviales.

Le SDAGE prévoit des mesures spécifiques vis-à-vis du Golfe de Porto Vecchio, de la rivière de l'Osu et de la rivière du Cavu :

FREC03b	***Golfe de Porto-Vecchio***		
	Altération par les activités maritimes		BE DCE N2000
Mesure : MIA0701	Gérer les usages et la fréquentation sur un site naturel	**Action :**	Organiser le mouillage à une échelle cohérente (baie, zone homogène SDAGE,...) en réponse aux enjeux environnementaux identifiés dans le DOCOB N2000 et dans la base de données Medtrix.
FRER8	***Osu***		
	Altération de la continuité écologique		BE DCE
Mesure : MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	**Action :**	Rétablir la continuité écologique au droit du seuil de Mucchietta (ROE50622)
Mesure : MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	**Action :**	Aménager le gué aval de la confluence avec le ruisseau de Marginicciu (ROE76298) et le seuil de la prise OEHC (ROE51197)
FRER9b	***U Cavu aval***		
	Altération de la continuité écologique		BE DCE
Mesure : MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	**Action :**	Aménager l'ouvrage de Petra Stretta (ROE50611)
	Altération des habitats et espèces d'intérêt communautaire		N2000
Mesure : MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	**Action :**	Site FR9400584 "Marais de Lavu Santu et littoral de Fautea" - Obtenir une protection réglementaire du marais de Lavu Santu (acquisition par CdL ou établissement de servitudes de protection)"
	Altération du régime hydrologique		BE DCE
Mesure :	Mise(s) en œuvre pour une autre pression	**Action :**	Identique(s) à celle(s) mise(s) en œuvre pour la pression "prélèvements d'eau" sur la même masse d'eau
	Prélèvements d'eau		BE DCE
Mesure : RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	**Action :**	Améliorer le rendement des réseaux d'eau potable
Mesure : RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	**Action :**	Elaborer un PTGE selon le cahier des charges prescrit pour ce territoire sensible du PBACC
Mesure : RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	**Action :**	Etudier les interconnexions possibles et substituer les prélèvements en période d'étiage par des transferts ou des stockages d'eau
Mesure : RES1001	Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource	**Action :**	Mettre en conformité la prise de Tagliu Rossu avec le code de l'environnement et, sur le Cavu amont, régulariser la situation de la prise du pont de Marion

Figure 7 : Extrait du programme de mesures du SDAGE de Corse 2022-2027 concernant le Golfe de Porto Vecchio, la rivière de l'Osu et la rivière du Cavu

III.10 CLIMATOLOGIE

Les températures moyennes sont douces avec des minimales moyennes autour de 9.5°C en janvier et des maximales moyennes autour de 26°C en août.

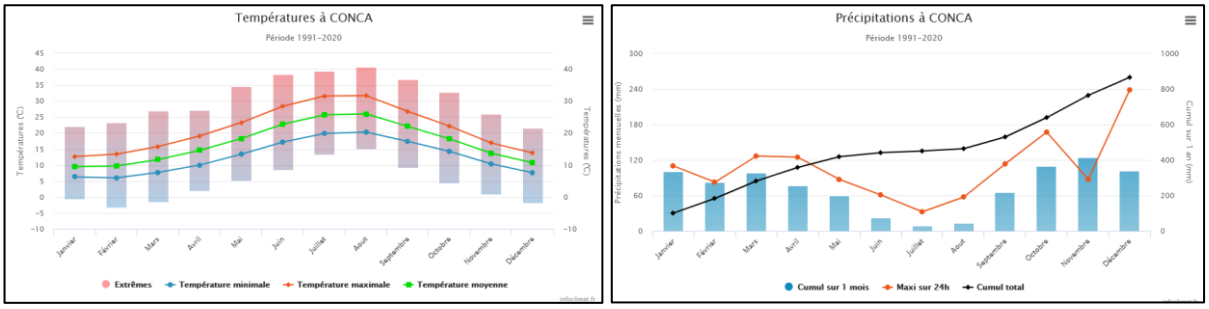


Figure 8 : Températures et précipitations à CONCA, entre 1991 et 2020 (Source : Infoclimat.fr)

Les précipitations annuelles sont de l'ordre de 764.5 mm avec 10 mm en juillet et 125 mm en novembre.

Tableau IV : Coefficients de MONTANA issus de la station de SARTENE (Données de 1998 à 2023) pour des pluies de durée 6 minutes à 6 heures

Durée de retour	a	b
5 ans	5.433	0.579
10 ans	6.327	0.571
20 ans	7.156	0.564
30 ans	7.639	0.56
50 ans	8.205	0.554
100 ans	8.975	0.546

Ces coefficients permettent de calculer une hauteur d'eau précipitée lors d'un épisode pluvieux défini par sa durée et la période de retour statistique de l'évènement :

$$h(t) = a \times t^{(1-b)}$$

H : hauteur d'eau précipitée (mm)
T : Durée d'une pluie (min)
a et b : Coefficients de MONTANA

Tableau V : Exemple - Hauteurs d'eau précipitées pour des pluies de 6h en fonction de la période de retour statistique

Durée de retour (années)	1	2	5	10	20	30	50	100
Hauteur d'eau (mm)	23,4	51,2	54,6	66,4	78,1	85,2	94,5	108,1

La fréquence de protection habituellement retenue en milieu urbain est la protection décennale. Pour les routes départementales, la Collectivité de Corse retient usuellement une protection trentennale.

IV. ETAT DES LIEUX

IV.1 DIAGNOSTIC DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

ANNEXE IV : Plans du réseau d'assainissement des eaux pluviales

ANNEXE V : Anomalies relevées lors des visites

Environ 6,6 km de réseau pluvial et 149 ouvrages ont été cartographiés.

Tableau VI : Type et linéaire de réseau pluvial

Cadre	236
Canal	133
Caniveau	1991
Chemin de grille	224
Conduite	2647
Fossé	1395
TOTAL (m)	**6626**

Tableau VII : Type et nombre d'ouvrages

Regard avaloir	58
Regard grille	66
Regard étanche	13
Tête de pont	12
TOTAL	**149**

Les investigations de terrain ont permis de mettre en évidence les dysfonctionnements suivants concernant la gestion des eaux pluviales :

- **Aria Mezzana** : La piste en terre est marquée par des ravinements importants en direction du cours d'eau aval ;
- **Favone** :
  - Les nouvelles constructions perturbent d'écoulement des eaux pluviales ;
  - Des portions de route sont en mauvais état du fait des importants ravinements ;
  - Les regards sur le littoral sont bouchés par le sable (défaut d'entretien) ;
- **Conca village (lotissement Forconcella)** : une grille et un chemin de grille sont comblés : des installations ont été mises en place par les riverains pour gérer les écoulements (parpaings, palettes) ;
- **Cervoniccia** : Les habitations récentes (en amont) envoient les eaux pluviales en direction du camping, ce qui a obligé le gérant du camping à adapter son réseau de collecte et d'évacuation des eaux pluviales avec des difficultés qui persistent ;
- **Tarcu** :
  - L'exutoire n'est pas clairement identifié (supposé vers la mer) ;
  - Des portions de réseau sont comblés (défaut d'entretien).



Photo 1 : Exutoire supposé à Tarcu




Photo 2 et Photo 3 : Ravinements sur la piste d'accès d'Aria Mezzana (Nord)




Photo 4 et Photo 5 : Regard et fossé non entretenus (Tarcu)




Photo 6 et Photo 7 : Aménagement de fortune à Forconcella (Conca village)

Plusieurs secteurs n'ont pas pu être diagnostiqués car inaccessibles (privés, clôturés) :

- Lotissement "le Coteau" (Favone) ;
- Résidence "u Veniqui" (Favone) ;
- Résidence-hôtel San Pieru (Tarcu) ;
- Habitations du lieu-dit Russone (côté mer) et plus généralement toutes les habitations situées entre la route et la mer sur le littoral communal ;
- Habitations de Figa ;
- Bergerie des oliviers ;

- Lotissement Capo di Stelle (Fautea).

Bilan de l'état des lieux :

Les enjeux liés à la gestion des eaux pluviales sont localisés sur des secteurs concernés par une imperméabilisation des sols récente et de très fortes pentes, malgré les installations en place pour collecter et évacuer les eaux pluviales :

- Fautea ;
- Tarcu ;
- Favone.

Ces conditions sont principalement réunies au niveau des constructions récentes qui comportent un accès résidentiel bétonné couplé à une forte pente.

Le réseau est lacunaire :

- Dans les secteurs anciens (village) ;
- Dans certains secteurs récemment urbanisés : Fautea et Forconcella (village) ;
- Dans les secteurs encore en construction (Aria Mezzana, Tarcu) ;
- Dans les résidences privées.

Les réseaux non entretenus, notamment sur le littoral et le village (Forconcella) provoquent des débordements et des déviations de l'écoulement des eaux pluviales avec pour résultats des ravinements dégradant la chaussée, la présence de sable et de boue sur les voiries.

La partie Est du village, récemment urbanisée, est globalement bien organisée en termes de gestion des eaux pluviales.

IV.2 CARACTERISTIQUES DES SOUS-BASSINS VERSANTS

ANNEXE VI : Carte des sous-bassins versants

La surface de la commune a été décomposée en bassins versants et sous-bassins versants ou « impluviums » correspondant à des zones drainées disposant chacune d'un exutoire spécifique.

Chaque surface de ruissellement n°i d'un impluvium se caractérise par sa nature : toiture, voirie, autres surfaces imperméabilisée, espace naturel ou espace vert.

Chaque surface de ruissellement est associée à coefficient de ruissellement (Ci) en fonction de sa nature et à une surface brute (Si). La surface active d'un impluvium, ou surface « imperméabilisée », se calcule selon la formule :

$$Sa = \sum_{i=0}^{i=n} Ci \; x \; Si$$

Le coefficient de ruissellement représente le ratio entre la surface imperméabilisée et la surface totale. Dans la présente étude, les coefficients de ruissellement suivants sont utilisés :

Tableau VIII : Coefficients de ruissellement considérés

Type de surface	Coefficient de ruissellement
Toiture	1
Voirie ou autre surface imperméabilisée	0,9
Surface dévégétalisée et compactée	0,4
Espace naturel ou espace vert	0,2

Le coefficient de ruissellement (C) est égal au rapport entre la surface active (S_a) et la surface totale (S_t) d'un impluvium donné :

$$C = \frac{S_a}{S_t}$$

Le temps de concentration (Tc) est défini comme le temps nécessaire à une particule d'eau pour parcourir le plus long chemin hydraulique depuis la limite du bassin jusqu'à l'exutoire. Le temps de concentration a été calculé selon trois formules : KIRPICH, PASSINI et VENTURA. La valeur médiane issue des résultats de ces trois formules a été retenue pour calculer les débits de pointe.

Les caractéristiques de l'évènement pluvieux prix en compte sont calculées avec la formule de MONTANA pour des périodes de retour statistiques de 5 ans, 10 ans, 20 ans, 30 ans, 50 ans et 100 ans.

Les débits de pointe (Qp) ont été calculés selon la méthode rationnelle. La méthode rationnelle est basée sur l'hypothèse d'un évènement pluvieux constant et uniforme sur l'ensemble d'un bassin versant. Elle suppose également l'homogénéité spatiale du bassin versant (extrapolation du coefficient de ruissellement à l'ensemble de la surface).

Nom du bassin versant	Identifiant du bassin versant	Surface totale (ha)	Surface active (ha)	Coefficient de ruissellement	Plus long chemin hydraulique (m)	Pente	Tc (min) (KIRPICH)	Tc (min) (PASSINI)	Tc (min) (VENTURA)	TC médian (min)	Qp 5 ans (m3/s)	Qp 10 ans (m3/s)	Qp 20 ans (m3/s)	Qp 30 ans (m3/s)	Qp 50 ans (m3/s)	Qp 100 ans (m3/s)
CONTRI LARGHI	1	43,5	9,6	22%	743	30%	5,1	8,2	9,2	8,2	3,1	3,7	4,2	4,5	4,9	5,4
CONCA 5	2	21,3	5,5	26%	893	30%	5,8	6,8	6,4	6,4	2,0	2,4	2,7	2,9	3,1	3,4
CONCA 4	3	24,1	5,9	24%	734	32%	4,9	6,4	6,6	6,4	2,1	2,5	2,9	3,1	3,3	3,6
CONCA 3	4	144,6	0,0													
CONCA 2	5	116,1	28,6	25%	2386	23%	13,8	19,1	17,2	17,2	6,4	7,7	9,0	9,7	10,6	12,0
CONCA 1	6	168,7	0,0													
ROUTE DE CONCA 2	7	163,1	0,0													
ROUTE DE CONCA 1	8	51,7	11,7	23%	1397	26%	8,7	11,4	10,8	10,8	3,3	3,9	4,5	4,9	5,3	5,9
ARIA MEZZANA	9	320,0	0,0													
FAUTEA	10	17,3	5,8	34%	933	10%	9,2	11,3	10,2	10,2	1,7	2,0	2,3	2,5	2,7	3,0
OGLIASTRICCIONE	11	20,3	4,7	23%	682	26%	5,0	6,6	6,7	6,6	1,7	2,0	2,3	2,4	2,6	2,9
FIGA	12	124,5	0,0													
BERGERIE DES OLIVIERS	13	2,8	1,7	62%	397	12%	4,5	4,2								
CERVONICCIA	14	6,8	2,9	43%	696	18%	5,9	5,6	4,7	5,6	1,1	1,3	1,5	1,6	1,7	1,9
CARABONA	15	101,8	21,5	21%	2190	12%	16,3	24,0	21,8	21,8	4,3	5,2	6,1	6,6	7,3	8,2
ALTURA	16	22,9	6,7	29%	856	24%	6,1	7,7								
TARCU 2	17	8,9	2,1	24%	451	33%	3,3	3,9								
TARCU 3	18	5,3	1,4	26%	377	31%	2,9	3,2	3,1	3,1	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1
TARCU 1	19	0,6	0,3	46%	159	4%	3,2	3,1	2,9	3,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
MONTE DI A MARINA	20	11,9	4,4	37%	892	9%	9,4	10,4								
RESIDENCE DIANA	21	39,6	10,1	25%	1073	16%	8,5	12,2	12,0	12,0	2,7	3,2	3,7	4,0	4,4	4,9
MOZICONACCIO	22	49,1	11,7	24%	997	17%	7,9	12,6								
GUARDIA 2	23	10,3	2,7	26%	245	15%	2,8	5,0	6,4	5,0	1,1	1,3	1,5	1,6	1,7	1,8
GUARDIA 1	24	22,7	7,0	31%	842	14%	7,4	9,9	9,7	9,7	2,1	2,5	2,9	3,1	3,3	3,7
FAVONE 2	25	139,1	0,0													
FAVONE 1	26	51,0	14,8	29%	1438	11%	12,1	17,3	16,1	16,1	3,4	4,1	4,8	5,2	5,7	6,4

Tableau IX : Caractéristiques des bassins versants identifiés

Les bassins versants présentent les caractéristiques générales suivantes :

- De fortes pentes : un seul sous bassin versant présente un pente moyenne inférieur à 5% ;
- Des coefficients de ruissellement supérieurs à 20% avec des valeurs pouvant atteindre 63% ;
- La couverture anthropique est faible : Les espaces naturels sont majoritaires avec peu de surface labourée/compactée et peu de surfaces bâties et imperméabilisées.

V. IMPACT DES PROJETS D'URBANISATION SUR LES EAUX PLUVIALES

V.1 ASPECT QUANTITATIF

L'urbanisation a pour conséquence l'augmentation de la surface active et du coefficient de ruissellement des différents sous-bassins versants concernés. Par conséquent, pour un épisode pluvieux donné et en l'absence de mesures correctives, les débits d'eaux pluviales collectées à l'exutoire du bassin versant après urbanisation seront supérieurs aux débits avant aménagement.

Les mesures correctives quantitatives consistent à créer des ouvrages de stockage-régulation des eaux pluviales. Les techniques de mise en œuvre (bassin à ciel ouvert ou enterré, infiltration, …) sont explicitées dans le paragraphe *VI.2.*

V.2 ASPECT QUALITATIF

L'essentiel de la pollution pluviale est sous forme particulaire, la charge en polluants provient de 3 sources principales :

- La pollution atmosphérique ;
- La pollution accumulée sur les surfaces ;
- La pollution due au parcours dans les réseaux d'assainissement.

L'apport lié à la pollution atmosphérique est peu significatif sauf dans le cas de pollutions industrielles importantes.

La pollution accumulée sur les surfaces dépend des activités en place et de l'occupation du sol. Les zones industrielles et les routes de grande circulation sont souvent les plus polluées. Les zones résidentielles pavillonnaires accumulent moins de pollution que les zones d'habitat collectif. Les Rejets Urbains de Temps de Pluie (RUTP) sont principalement liés au ruissellement sur les surfaces imperméabilisées. Les flux de polluants générés par ces pluies sont essentiellement véhiculés sous forme particulaire (tableau ci-après). On peut distinguer quatre (4) types de polluants caractéristiques du ruissellement des pluies sur des surfaces imperméabilisées à vocation d'habitations :

- Les Matières En Suspensions (MES) ;
- Les Hydrocarbures (HC) ;
- Les métaux lourds (Plomb, Cuivre, Zinc, Cadmium) ;
- Les produits phytosanitaires.

Tableau X : Pollution fixée sur les particules solides en % de la pollution totale

DBO_5	DCO	MES	Hydrocarbures	Plomb
83 à 92	83 à 95	48 à 82	82 à 99	79 à 99

La pollution liée au parcours de l'eau dans les réseaux d'assainissement dépend du type de réseau : unitaire ou séparatif. En réseau unitaire, on retrouve un effluent aux caractéristiques intermédiaires. En réseau séparatif, il faut savoir que la charge en DBO_5 est équivalente à celle rejetée après traitement en station d'épuration. Cependant, l'apport azoté est essentiellement lié aux effluents urbains.

La qualité des RUTP est fonction de l'intensité, de la durée et de la période de retour de l'événement pluvieux. On distingue en général les petites pluies : fréquentes, de période de retour faible à l'origine des pollutions chroniques, et les grandes pluies de période de retour

supérieures à 5-6 mois pouvant générer des pollutions accidentelles. Dans ce dernier cas, c'est le critère d'oxygénation, indispensable à la survie des poissons mais aussi à la dégradation de la matière organique et de l'ammoniac, qui est pris en compte. Enfin, la première pluie après une période sèche est souvent considérée comme l'événement pluvieux à traiter en priorité (premier flot). Cependant les fortes concentrations initiales ne sont pas toujours associées à des débits importants, c'est pourquoi il est conseillé de raisonner en termes de flux de pollution.

Pour la zone étudiée, les principaux risques de pollution pluviale sont :

- Une pollution par les hydrocarbures : circulation et stationnement de véhicules ;
- Les risques de pollution par les matières en suspension, que ce soit de petites particules ou des particules beaucoup plus importantes, sont également à craindre. Il peut être envisagé de mettre en place un système de dégrillage (corbeilles de récupération des feuilles) au niveau des avaloirs de collecte ou encore des regards décanteurs. Toutefois, ces systèmes entraînent des contraintes d'entretien régulières et strictes pour ne pas nuire à l'écoulement ;
- De même, les dépôts des toitures et des voiries augmenteront la charge polluante ; un entretien régulier de ces dernières permettra de réduire les risques de pollution.

Concernant la pollution par les produits phytosanitaires, rappel est fait que la loi interdit :

- Depuis 2017 l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques par les collectivités pour entretenir les espaces verts et la voirie ;
- Depuis janvier 2019 l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques par les particuliers et jardiniers amateurs qui ne peuvent utiliser que des produits d'origine naturelle ;
- Depuis juillet 2022 l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques par les copropriétés, hôtels, terrains de campings, parcs d'attraction, zones commerciales, espaces verts sur les lieux de travail, établissements d'enseignement, établissements de santé, certains équipements sportifs (pistes d'hippodrome, terrain de tennis sur gazon, golfs...), et les cimetières.

En fonction des projets d'urbanisation, des ouvrages de stockage-régulation avec un rôle de décantation pourront être préconisés (rôle de gestion quantitative et qualitative).

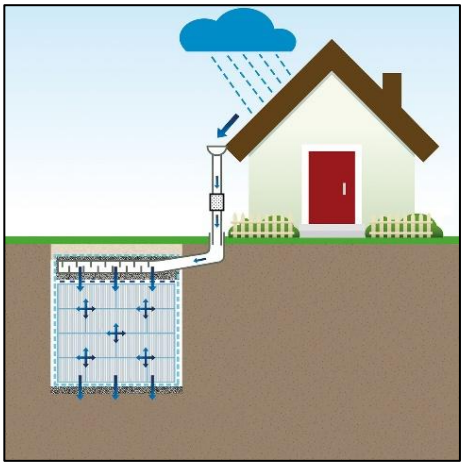
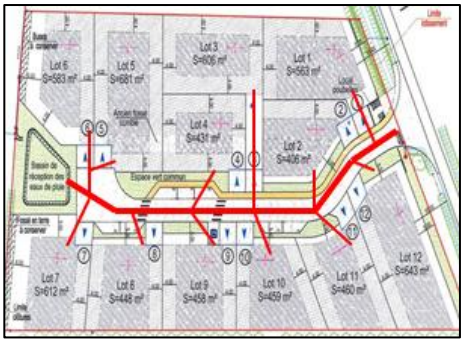
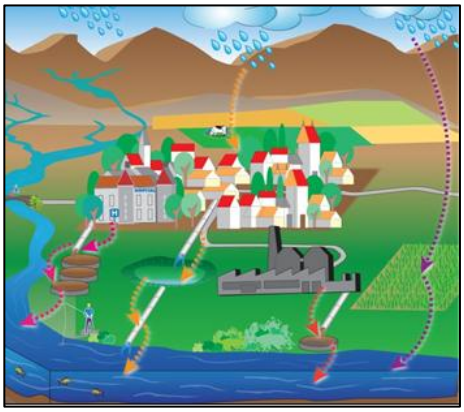
Les ouvrages spécifiques de traitement des eaux pluviales de type débourbeur séparateur à hydrocarbures ne sont pas recommandés à ce stade du projet. Ils pourraient être proposés, par exemple, dans le cas de la création de zones d'activités avec une grande surface de parking ou des activités de type garage ou station-service.

VI. LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

VI.1 LA GESTION DES EAUX PLUVIALES A TROIS ECHELLES

La gestion des eaux pluviales peut se faire à trois niveaux :

Tableau XI : Les trois échelles de la gestion des eaux pluviales

	Description	Schéma
Gestion à l'échelle de la parcelle privative (les eaux pluviales des secteurs publics sont gérées à part)	- Gestion et coût à la charge des particuliers - Nécessité de disposer d'une parcelle permettant cette gestion pluviale : surface, infiltration possible, exutoire - Possibilité de récupérer les eaux pluviales pour l'arrosage La collectivité doit s'assurer que le particulier a bien réalisé l'ouvrage dans les règles de l'art	
Gestion à l'échelle de la zone à urbaniser	- Gestion publique des eaux pluviales - Nécessité de réserver du foncier public pour gérer ces eaux pluviales - Pas de possibilité de récupération des eaux pluviales pour l'arrosage - Pas de responsabilisation de l'usager	
Gestion à l'échelle du sous bassin versant	- Coût d'investissement à la charge de la collectivité - Nécessité d'anticiper une zone d'implantation pour le futur bassin de rétention - Pas besoin de réserver une emprise foncière pour la gestion des eaux pluviales d'un projet - Système de gestion permettant de gérer les eaux pluviales provenant de secteurs déjà construits	

La gestion pluviale à l'échelle du sous-bassin versant n'est pas préconisée. Elle aurait pu consister à créer un ou plusieurs champs d'expansion de crue sur le TRACU, la CONCA ou le CAVU. Cette piste n'a pas été retenue car les zones inondables naturelles jouent un rôle de régulation satisfaisant.

La gestion pluviale à l'échelle de la zone à urbaniser est préconisée :

- Des mesures seront à prendre en compte dès la phase projet dans les zones à urbaniser pour optimiser la gestion des eaux pluviales et ne pas dégrader la situation en aval : limitation de l'imperméabilisation avec mise en œuvre de revêtements perméables, réseau de collecte cohérent, noues d'infiltration de long des voiries ;
- Des mesures de gestion des eaux pluviales supplémentaires pourront être préconisées en fonction des choix d'urbanisation de la commune.

La gestion pluviale à l'échelle de la parcelle privative n'est pas préconisée car la densification de l'urbanisation prévue au PLU ne se prête pas à la mise en place de mesures de stockage-régulation des eaux pluviales : manque de place, pentes trop fortes, socle granitique affleurant rendant impossible l'infiltration et difficile la mise en place des ouvrages.

A l'échelle de la zone à urbaniser et à l'échelle de la parcelle, la densification de l'urbanisation devra se faire en respectant :

- Les distances de recul par rapport aux axes d'écoulement ;
- Un coefficient biotope (CBS) ;
- Un coefficient d'imperméabilisations des sols (CIS).

VI.2 TECHNIQUES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les techniques envisageables en matière de gestion des eaux pluviales reposent sur les trois principes suivants :

- **Le transfert :** cette solution consiste à évacuer rapidement les eaux pluviales vers l'exutoire via des collecteurs généralement dimensionnés pour une pluie de période de retour 10 ans ;
- **L'infiltration :** cette solution consiste à infiltrer dans le sol les eaux pluviales collectées plutôt que de les rejeter dans le domaine fluvial ou maritime ;
- **La rétention :** cette solution consiste à écrêter les pointes d'orages, à les stocker dans un ou plusieurs ouvrages à ciel ouvert ou enterré afin de restituer à l'aval un débit compatible avec la capacité totale d'évacuation de l'exutoire.

VI.2.1 Les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle

La gestion des eaux pluviales à la parcelle peut se faire sous forme de puits d'infiltration, de cuve de récupération ou de toitures stockantes.

Il est également conseillé à chaque habitant de récupérer les eaux pluviales pour l'arrosage des jardins et espaces verts.



Photo 8 : Cuve de récupération des eaux pluviales

VI.2.1.1 Les puits d'infiltration

Le puits d'infiltration, ou puits perdu, permet de stocker temporairement l'eau de pluie puis de l'évacuer par infiltration dans le sol.

Le puits doit rester facilement accessible pour son contrôle périodique et son entretien régulier (nettoyage semestriel).

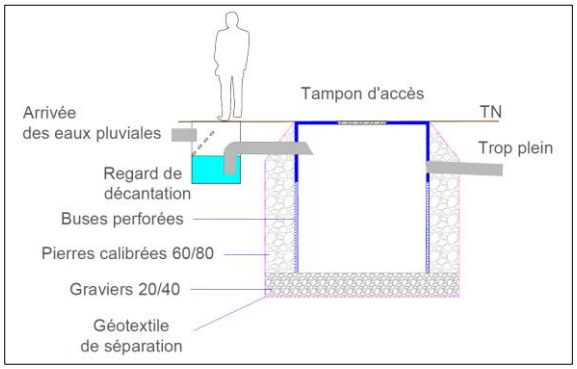


Figure 9 : Coupe d'un puits d'infiltration

VI.2.1.2 Les toitures stockantes

Cette méthode permet de stocker provisoirement les eaux pluviales sur les toits, avec une hauteur de quelques centimètres. Les toits doivent être plats ou légèrement inclinés (pente comprise entre 0,1 à 5 %).

Le principe consiste à retenir une hauteur d'eau par l'intermédiaire d'un parapet en pourtour de toiture. Le dispositif de vidange assure une régulation des débits.

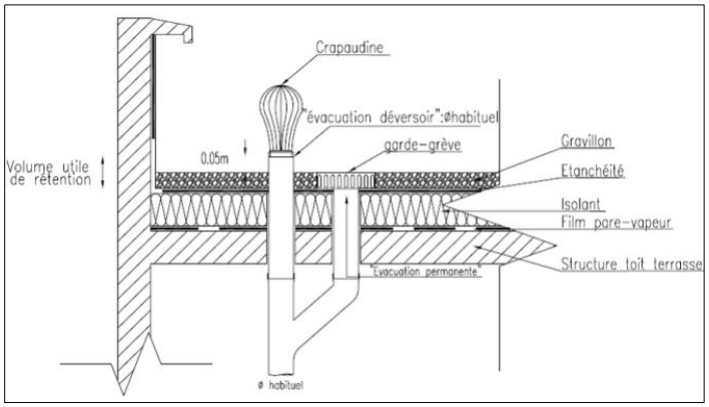


Figure 10 : Constituants d'une toiture stockante

VI.2.2 Les techniques de gestion des eaux pluviales au niveau d'une zone urbanisable

VI.2.2.1 Zones de rétention à ciel ouvert

Les bassins de rétention et les noues permettent de stocker temporairement un certain volume d'eau. Un régulateur de débit placé en sortie permet de contrôler le débit d'alimentation des installations en aval du bassin. De cette façon, le débit dans les canalisations et dans la chaîne de traitement (si existante) est plus régulier. Ainsi, le traitement qualitatif, s'il existe, peut se faire en continu (plus de période d'arrêt) et les événements pluvieux importants sont mieux canalisés et mieux traités. Les risques d'endommagement des installations avec des variations trop fortes de débit sont réduits.

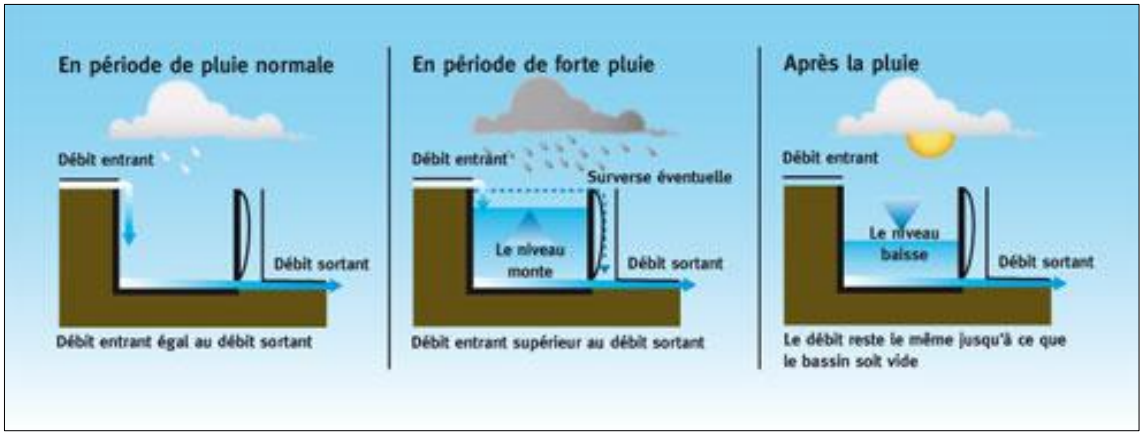


Figure 11 : Principe de fonctionnement d'un bassin de rétention

Le rôle premier du bassin de rétention est la régulation hydraulique mais il joue également un rôle d'épuration via le phénomène de sédimentation. Les matières sédimentées peuvent être ensuite retirées par temps sec (fréquence annuelle).



Photo 9 : Bassin de rétention en forme de noue



Photo 10 : Noues paysagères successives

Leur entretien est analogue à celui d'un espace vert. On notera qu'il est plus simple d'entretenir un ouvrage à ciel ouvert qu'un ouvrage enterré notamment pour des questions d'accessibilité.

VI.2.2.2 Zones de rétention enterrées

Pour des raisons d'esthétisme ou de surfaces limitantes, les zones de rétention peuvent être enterrées, généralement sous voirie.

a) Bassin de rétention enterré

Comme le bassin à ciel ouvert, il joue un rôle de gestion quantitative et qualitative : il permet de stocker l'eau pour la restituer au milieu récepteur à un débit plus faible avec un étalement

dans le temps, évitant ainsi un choc hydraulique, et de retenir les matières décantables avant rejet dans le milieu naturel.

Le stockage peut s'effectuer sous espaces verts et sous voiries. L'étanchéité de l'ouvrage sera assurée par la pose d'une géomembrane placée entre deux géotextiles.

Le bassin enterré peut être construit à partir de cadres ou buses en béton, ou à partir d'éléments préfabriqués de type structure alvéolaire.



Photo 11 : Mise en place d'un bassin enterré à structure alvéolaire

b) Chaussées à structure réservoir

Les chaussées à structure réservoir permettent le stockage temporaire des eaux de ruissellement dans le corps de la structure. L'infiltration se fait soit directement dans la structure via un revêtement poreux, soit par l'intermédiaire d'avaloirs.

L'évacuation des eaux se fait par infiltration dans le sol et/ou si besoin via une canalisation à débit régulé.

VI.2.3 Mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols

VI.2.3.1 Parking « evergreen »

La création d'un stationnement végétalisé est un choix d'aménagement durable. Loin des techniques traditionnelles d'imperméabilisation des sols, la construction d'un parking gazon répond aux enjeux de l'éco-construction. Ce principe réintroduit la végétation sur des surfaces traditionnellement bitumées.

Un stationnement végétalisé apporte de nombreux bénéfices environnementaux et sociétaux, en permettant la restauration des fonctions naturelles du sol :

- Non imperméabilisation et infiltration naturelle des eaux pluviales ;
- Régulation thermique (lutte contre les îlots de chaleur) ;
- Régulation hydrique (réapprovisionnement des nappes phréatiques) ;
- Préservation de la biodiversité en milieu urbain.



Figure 12 : Exemple de dalle de type Evergreen

VI.2.3.2 Béton drainant

Le béton drainant est un béton hautement perméable possédant jusqu'à 35% de porosité. Il permet à l'eau de s'écouler directement dans le sol, contrairement aux chaussées traditionnelles tel que l'asphalte, le béton régulier et les pavés. Il s'agit d'un produit à la fois esthétique et résistant.

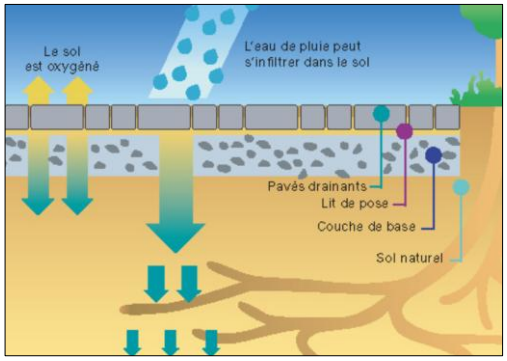


Figure 13 : Schéma de principe d'un pavé drainant

VII. REGLES TECHNIQUES DE CONCEPTION ET DE DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

VII.1 GENERALITES

Il est important de ne pas aggraver les conditions d'écoulement des eaux pluviales en aval des nouveaux aménagements. Il est donc demandé de compenser toute augmentation du ruissellement induite par de nouvelles imperméabilisations de sols (création, ou extension de bâtis ou d'infrastructures existants), par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou d'autres techniques alternatives. Les techniques alternatives complètent ou se substituent à l'assainissement classique par collecteur. Elles ont pour fonction principale de limiter les débits de pointe en aval afin d'éviter une concentration des eaux dans des réseaux saturés :

- Par stockage temporaire des eaux de pluie avant leur restitution à débit contrôlé dans le réseau aval (collecteurs, caniveaux, canaux, …) ;
- Par infiltration lorsque les sols y sont favorables ;
- Par combinaison du stockage temporaire et de l'infiltration.

VII.2 CAS DES PROJETS SOUMIS A DECLARATION OU AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI SUR L'EAU

Pour les projets soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau (et en particulier ceux relevant en particulier de la rubrique 2.1.5.0), la notice d'incidence à soumettre aux services de la Préfecture devra vérifier que les obligations faites par le présent règlement sont suffisantes pour annuler tout impact potentiel des aménagements sur le régime et la qualité des eaux pluviales. Dans le cas contraire, des mesures compensatoires complémentaires devront être mises en œuvre.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassin de rétention, d'infiltration, …) créés dans le cadre de permis de lotir devront être dimensionnés pour la voirie et pour les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

Le maître d'ouvrage sera tenu à l'obligation du bon fonctionnement des aménagements compensatoires (collecte, rétention, évacuation). Les mesures compensatoires définies par le Maître d'ouvrage seront soumises à l'avis du gestionnaire pour leur validation.

Le service gestionnaire, lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, impose la méthode de la MISE de Corse du Sud :

- Un volume de rétention à minima égal au volume d'eaux pluviales supplémentaire généré par l'aménagement lors d'une pluie de 4 heures de fréquence décennale selon la MISE de Corse du Sud (cette fréquence de retour est conforme à la norme NF EN 752 proposant une fréquence d'inondation de 10 ans et une fréquence de mise en charge du réseau annuelle) ;
- Un débit de fuite inférieur ou égal au débit avant l'aménagement pour une pluie de 4 heures de fréquence bisannuelle selon la MISE de Corse du Sud ;
- Des dispositions permettant la visite et le contrôle des ouvrages, lors des opérations de certification de leur conformité, puis en phase d'exploitation courante (ce point étant particulièrement sensible pour les ouvrages enterrés).

VII.3 REGLES DE CONCEPTION

VII.3.1 Normes techniques

Le fascicule 70 Titre II Ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales, (dernière édition Septembre 2019), décrit les ouvrages permettant de retenir temporairement les eaux pluviales, avant de les restituer au milieu récepteur, soit par infiltration, soit par l´intermédiaire d´un réseau enterré ou superficiel.

Ces ouvrages sont couramment appelés « techniques alternatives », car ils constituent une alternative au réseau de canalisations, ou encore « mesures compensatoires » pour compenser l'imperméabilisation des sols :

- Noues, fossés, tranchées drainantes, puits d'infiltration ;
- Chaussées à structure réservoir ;
- Bassins de rétention à ciel ouvert (sec, en eau, zones humides) ;
- Bassins de rétention enterrés (ouvrages en béton, canalisations, structures alvéolaires ultralégères, ...).

La norme NF EN 752, révisée en mars 2008, relative aux réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments, précise des principes de base pour le dimensionnement hydraulique, la conception, la construction, la réhabilitation, l'entretien et le fonctionnement des réseaux. Elle rappelle ainsi que le niveau de performance hydraulique du système relève de spécifications au niveau national ou local.

En France, en l'absence de réglementation nationale, les spécifications de protection relèvent d'une prérogative des autorités locales compétentes (collectivités locales, maître d'ouvrage, service en charge de la police de l'eau).

Cette norme propose néanmoins un certain nombre de valeurs-guides pour les fréquences de calcul et de défaillance des réseaux.

C'est la fréquence décennale (1 chance sur 10 d'avoir cet événement climatique dans l'année) qui est généralement proposée pour dimensionner les ouvrages de rétention des eaux pluviales. Cette fréquence de protection peut être augmentée selon le risque (30 ans, 100 ans).

VII.3.2 Règles de conception des dispositifs d'infiltration

La connaissance de la profondeur de la nappe est importante. Le sol situé entre la structure et la nappe joue le rôle de filtre. La base de l'ouvrage doit être au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe souterraine : une épaisseur minimale de 1 m est fixée entre le toit de la nappe et le fond de la structure permettant l'infiltration.

Lorsque le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, il faut prévoir des dispositifs d'épuration en amont de l'infiltration dans le sol. Lorsque le risque de pollution est fort, l'infiltration est à proscrire. La sous-couche sera protégée par une géomembrane et l'évacuation de l'eau se fera vers un autre exutoire.

Lorsque le ruissellement provenant des surfaces drainées entraîne des apports de fines ou de polluants trop importants, un prétraitement par décantation est nécessaire.

VII.3.3 Règles de conception des bassins de rétention

La solution « bassin de rétention » est la plus classique.

- Les bassins à vidange gravitaire devront être privilégiés par rapport aux bassins à vidange par pompe de relevage, ce dernier cas étant réservé en solution extrême si aucun dispositif n'est réalisable en gravitaire.
- Les bassins situés sur la nappe devront être étanche afin de ne pas engendrer de pollution.
- Pour les programmes de construction d'ampleur, le concepteur recherchera prioritairement à regrouper les capacités de rétention, plutôt qu'à multiplier les petites entités.
- La conception des bassins devra permettre le contrôle du volume utile lors des constats d'achèvement des travaux (certificats de conformité, certificats administratifs, …), et lors des visites ultérieures du service gestionnaire.
- Le choix des techniques mises en œuvre devra garantir une efficacité durable et un entretien aisé.
- Les ajutages des bassins seront déterminés par le service gestionnaire. Ils seront susceptibles d'être modifiés ultérieurement sur demande justifiée du service gestionnaire, ces modifications étant à la charge du propriétaire. Un dispositif de protection contre le colmatage sera aménagé pour les petits orifices, afin de limiter les risques d'obstruction.
- Les ouvrages seront équipés d'une surverse, fonctionnant uniquement après remplissage total du bassin par des apports pluviaux supérieurs à la période de retour de dimensionnement. Cette surverse devra se faire préférentiellement par épandage diffus sur la parcelle, plutôt que de rejoindre le réseau public ou privé.
- Lorsque le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, il faudra prévoir des dispositifs d'épuration en amont de l'infiltration dans le sol. Lorsque le risque de pollution est fort, l'infiltration est à proscrire ; la sous-couche sera protégée par une géo membrane et l'évacuation de l'eau se fera vers un autre exutoire.
- Les bassins implantés sous une voie devront respecter les prescriptions de résistance mécanique applicables à ces voiries.
- Les volumes des bassins de rétention des eaux pluviales devront être clairement séparés des volumes des bassins d'arrosage.
- Toutes les mesures nécessaires seront prises pour sécuriser l'accès à ces ouvrages.

VII.4 MODALITES D'EVACUATION DES EAUX APRES RETENTION OU INFILTRATION

Le pétitionnaire pourra choisir de ne pas se raccorder au réseau public (vallon ou réseau). Il devra pour cela se conformer aux prescriptions applicables au cas d'une évacuation des eaux en l'absence de collecteur. Si le pétitionnaire choisit de se raccorder au réseau public, il demandera une autorisation de raccordement au réseau public.

Le service gestionnaire pourra refuser le raccordement au réseau public, notamment si ce dernier est saturé. Le pétitionnaire devra alors se conformer aux prescriptions applicables au cas d'une évacuation des eaux en l'absence de collecteur.

Si le pétitionnaire n'est pas propriétaire du vallon, fossé ou réseau récepteur, le pétitionnaire devra obtenir une autorisation de raccordement du propriétaire privé (attestation notariée à fournir au service gestionnaire). Lorsque le vallon ou le réseau pluvial privé présente un intérêt général (écoulement d'eaux pluviales provenant du domaine public par exemple), les caractéristiques du raccordement seront validées par le service gestionnaire.

En l'absence d'exutoire, les eaux seront préférentiellement infiltrées sur l'unité foncière. Le dispositif d'infiltration sera adapté aux capacités des sols rencontrés sur le site (conditions hydrogéologiques locales). Le débit de fuite des ouvrages de rétention devra alors être

compatible avec les capacités d'infiltration de ces dispositifs. Seules des études de sols à la parcelle permettront de valider la mise en œuvre de ces solutions. En cas d'impossibilité d'infiltration, les modalités d'évacuation des eaux seront arrêtées au cas par cas avec le service gestionnaire (possibilité de rejet sur la voie publique sous conditions).

VII.5 CATEGORIES D'EAUX ADMISES OU NON AU DEVERSEMENT

VII.5.1 Catégories d'eaux admises au déversement

Les eaux de la commune sont de type séparatif : le réseau des eaux de pluies et le réseau des eaux usées sont séparés avec interdiction de mélanger les écoulements. Pourront être déversées dans le réseau pluvial :

- Les eaux pluviales : toitures, descentes de garage, parkings et voiries, ... ;
- Les eaux de refroidissement dont la température ne dépasse pas 30°C ;
- Les eaux de vidange de piscines selon les préconisations du règlement d'assainissement eaux usées ;
- Les rabattements de nappe lors des phases provisoires de construction uniquement ;
- Les eaux issues des chantiers de construction ayant subi un prétraitement adapté, après autorisation et sous le contrôle du service gestionnaire ;
- Les eaux non pluviales ne présentant aucun danger pour l'environnement.

VII.5.2 Catégories d'eaux non admises au déversement

Ne sont pas admises dans le réseau pluvial toutes matières potentiellement dangereuses vis-à-vis des personnes, de l'environnement et pouvant altérer le fonctionnement du réseau d'assainissement :

- Les eaux issues du détournement de nappe phréatique ou de sources souterraines ;
- Les eaux chargées issues des chantiers de construction (eaux de lavage contenant des liants hydrauliques, boues, …) n'ayant pas subi de prétraitement adapté ;
- Toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, d'une dégradation de ces ouvrages, ou d'une gêne dans leur fonctionnement (rejets de produits toxiques, d'hydrocarbures, de boues, gravats, goudrons, graisses, déchets végétaux, …).

Les raccordements des eaux de vidange des piscines se conformeront au règlement d'assainissement eaux usées.

VII.5.3 Cas particulier des eaux souterraines

Les eaux issues du rabattement de nappe, du détournement de nappe phréatique ou de sources souterraines ne sont pas admises dans les réseaux d'eaux pluviales (article 22 du Décret n°94-469 du 3 juin 1994).

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial, les eaux de rabattement de nappe lors des phases provisoires de construction, après autorisation de la commune et par convention de rejet, sous les conditions suivantes :

- Les effluents rejetés n'apporteront aucune pollution bactériologique, physico-chimique et organoleptique dans les ouvrages et/ou dans le milieu récepteur ;
- Les effluents rejetés ne créeront pas de dégradation aux ouvrages d'assainissement, ni de gêne dans leur fonctionnement.

Des dérogations, formalisées par des conventions de rejets, pourront être accordées pour les constructions existantes ne disposant pas d'autre alternative.

VIII. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

ANNEXE VII : Cartographie du zonage d'assainissement des eaux pluviales

ANNEXE VIII : Arrêté de mise à l'enquête publique du zonage d'assainissement des eaux pluviales

Les principes retenus pour le zonage pluvial de CONCA concernent l'ensemble du territoire communal :

- La gestion des eaux pluviales à l'échelle du sous bassin versant n'a pas été préconisée en l'absence d'enjeux ou de dysfonctionnements majeurs en lien avec l'urbanisation, raison pour laquelle il n'est pas proposé d'espaces réservés pour la rétention des eaux pluviales ;
- La gestion des eaux pluviales à l'échelle de la zone à urbaniser est préconisée au niveau des voies de desserte des zones urbanisées ou à urbaniser sur l'ensemble de la commune ;
- La gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle privative pour toute nouvelle construction n'est pas préconisée.

VIII.1 REGLEMENT DU ZONAGE PLUVIAL

VIII.1.1 Principes généraux

La collectivité n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. Le principe de gestion des eaux pluviales est le rejet au milieu naturel. Il est de la responsabilité du propriétaire ou occupant. Ce rejet au milieu naturel peut s'effectuer par infiltration dans le sol ou par écoulement dans des eaux superficielles. Dans tous les cas, le pétitionnaire devra rechercher des solutions limitant les quantités d'eaux de ruissellement ainsi que leur pollution.

Au cas par cas, le service peut autoriser le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public et en limiter le débit. Le pétitionnaire devra alors communiquer au service les informations relatives à l'implantation, à la nature et au dimensionnement des ouvrages de stockage et de régulation, et ce au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordements.

Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont de la responsabilité et à la charge exclusive du demandeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. Néanmoins, aucun dispositif de ce type ne devra être installé dans l'emprises des zones soumises à la trame verte.

VIII.1.2 Zones définies

VIII.1.2.1 Zones inondables

Les clôtures (haie, grillage, palissade, mur…) doivent présenter une perméabilité d'au moins 80% à l'écoulement des eaux et ce, dès les 50 premiers centimètre, mur bahut compris. Les grillages devront être à mailles larges, soit de côté supérieur ou égal à 5 cm.

L'imperméabilisation du sol (parking, voie d'accès…) n'est pas autorisée autre que les constructions autorisées.

VIII.1.2.2 EP1 - Zones soumises à prescriptions de niveau 1 : Zones U et AU

Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont de la responsabilité et à la

charge exclusive du demandeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

En lien avec les cours d'eau et autres axes d'écoulement :

- L'écoulement hydraulique de l'ensemble des cours d'eau devra être maintenu en bon état par un entretien régulier des berges qui incombe réglementairement aux propriétaires riverains ;
- Il est interdit de cuveler et de buser les cours d'eau sauf ponctuellement au niveau de l'aménagement des passages des voies et accès ;
- Il est interdit de réaliser des travaux touchant des cours d'eau sans autorisation préalable ;
- Les couloirs naturels des vallons, les ripisylves, les talwegs et les zones humides doivent être préservés de tout déboisement et opération d'aménagement ;
- Afin de ne pas obstruer le libre écoulement des eaux de surface et le passage des engins d'entretien, aucune clôture ne sera implantée à moins de 10 m de l'axe d'écoulement des ruisseaux, rus et autres cours d'eau (également valable pour les zones A, AN et UN) ;
- Toutes les nouvelles constructions, y compris leurs dépendances, voies d'accès et places de stationnement admises dans la zone seront implantées à au moins 15 m de tout axe d'écoulement (cours d'eau, talweg), sauf ponctuellement au niveau de l'aménagement des passages des voies et accès ;
- Lorsqu'un tronçon de cours d'eau est concerné par un AZI, toute nouvelle construction est interdite dans le périmètre de l'AZI, en plus de la distance de 15 m par rapport à l'axe d'écoulement ;
- Lorsqu'un tronçon de cours d'eau est concerné par un PPRi, le règlement du PPRi vient s'ajouter à l'interdiction de construire à moins de 15 m par rapport à un l'axe du cours d'eau.

En lien avec la gestion des eaux de ruissellement (hors cours d'eau et autres axes d'écoulement) :

- Préserver les secteurs boisés et les talus ;
  NB : Toute destruction de talus, bosquets, bandes enherbées ou haies contribuant à la bonne gestion des eaux pluviales (ralentissement des ruissellements, réduction du transfert en polluants, …) doit être soumise à l'autorisation préalable des services municipaux. L'entretien des boisements, haies, talus, plantations et cultures existantes devra être adapté afin de retenir au maximum les écoulements en crue.
- Aménager les sorties de champs plutôt sur les parties hautes ou perpendiculairement à la pente naturelle afin de réduire les ruissellements sur les routes ;
- En cas d'impossibilité, réaliser des aménagements pour guider les eaux de ruissellement vers les fossés les plus proches ;
- Limiter les clôtures afin de réduire les obstacles au libre écoulement des eaux pluviales ;
- Favoriser l'implantation de haies vives à la place des clôtures ;
- Aménager les clôtures et les haies vives afin de ne pas constituer un obstacle aux déplacements de la faune et au libre écoulement des eaux pluviales ;
- Pour les clôtures nouvelles : Aménager des ouvertures de 15 cm x 30 cm au niveau du sol tous les 10 m afin de préserver le libre écoulement des eaux pluviales et la libre circulation de la petite faune ;
- De façon générale, les clôtures sont à éviter. Sinon, elles ne devront pas dépasser les 1,5 m de hauteur totale et leurs murs ne devront pas dépasser 0,6 m.

Eaux pluviales / eaux usées :

- Il est interdit d'évacuer des eaux et matières usées (domestiques, agricoles ou industrielles) dans les fossés et réseaux d'eaux pluviales ;
- Il est interdit d'évacuer des eaux pluviales vers le réseau de collecte des eaux usées domestiques.

Pour tout projet d'aménagement :

- Les espaces libres de toutes constructions doivent rester perméables ;
- Les aires de stationnement ne seront pas imperméabilisées. Un revêtement perméable devra être aménagé : terre compactée, gravier, dalles perméables, système alvéolaire avec graviers ou gazon ;
- Toute nouvelle voie doit prévoir un réseau d'évacuation des eaux pluviales qui peut être superficiel ou enterré ;
- Les accès devront respecter les écoulements d'eaux pluviales de la voie publique et ceux des voies adjacentes ;
- Le fil d'eau des fossés traversés par les voies d'accès privées doit être maintenu et les voies d'accès privées doivent être équipées de grilles et d'avaloirs empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique ;
- Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales ; dans le cas contraire des prescriptions particulières et adaptées peuvent être sollicitées par le service technique compétent au pétitionnaire ;
- L'infiltration dans le sous-sol de l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales recueillies. Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent sera convenablement recueilli et canalisé vers des ouvrages susceptibles de le recevoir (caniveau, égout pluvial public, bassin de rétention…) tant sur le plan qualitatif (sanitaire et environnemental) que quantitatif (volumes et débits maximum) ;
- En l'absence de réseau public, les rejets s'effectuent dans un exutoire apte à absorber le volume d'eau rejeté (fossé, noue, ou vallon non érodable, terrain permettant une bonne infiltration des eaux) ;
- Si des locaux sont implantés en sous-sol, ils doivent le cas échéant être dotés d'un dispositif d'évacuation des eaux pour éviter tout risque d'inondation par les eaux de ruissellement ou par la nappe phréatique ;
- Chaque construction nouvelle devra prévoir un réservoir enterré d'une capacité minimale de 20 m^3 en vue de la récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des espaces libres de plantations. Pour les unités à caractère économique et les logements collectifs cette capacité minimale sera montée à 50 m^3 par bâtiment ;
- Application d'un coefficient biotope minimal : Le coefficient biotope par surface (CBS) définit la part de surface éco-aménageable (végétalisée ou favorable à l'écosystème) sur la surface totale d'une parcelle considérée par un projet de construction (neuve ou rénovation).;
- Application d'un coefficient d'imperméabilisation des sols (CIS) maximal : il s'agit du rapport entre la surface imperméabilisée équivalente à la surface totale de la parcelle ou de l'assiette du projet, en tenant compte de l'ensemble des surfaces imperméabilisées (toitures, aménagements de voiries, aires de stationnement, accès, abords…) ;

Tableau XII : Coefficient d'imperméabilisation maximal et coefficient biotope minimal à appliquer par zone

Zone	Coefficient d'imperméabilisation des sols maximal	Coefficient biotope minimal
UA	0,8	-
UD	0,6	0,4
UN	0,4	0,6
UPR	0,5	0,5, porté à 0,8 pour les terrains avec une pente >15%
2AU	-	-
A	-	-
AN	-	-
N	-	-
NG	-	0,8
AL	-	-
UDC	-	-

Demande d'autorisation relevant de l'urbanisme :

Pour toute demande d'autorisation relevant de l'urbanisme, une note concernant la gestion des eaux pluviales devra être réalisée.

VIII.1.2.3 EP2 - Zones soumises à prescriptions de niveau 2 : A et N

Les prescriptions de niveau 1 s'appliquent aux zones soumises à prescriptions de niveau 2, en dehors des points suivants :

- Des surfaces imperméabilisées autres que les constructions sont autorisées : voiries, voies d'accès, trottoirs et places.
- Afin de préserver le libre écoulement des eaux pluviales et la libre circulation de la petite faune, des ouvertures de 15cm x 30cm au niveau du sol seront privilégiées tous les 10m.
- Afin de ne pas obstruer le libre écoulement des eaux de surface et les engins d'entretien, aucune clôture ne sera implantée à moins de 10m des ruisseaux, rus et autres cours d'eau.

VIII.1.3 Contrôle de conception et de réalisation

De même que pour le contrôle de conception et de réalisation de l'assainissement individuel assuré par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC), un contrôle de conception et de réalisation doit être réalisé pour la gestion des eaux pluviales à l'échelle individuelle.

Un service dédié contrôle la conformité des projets au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordements. A cet effet, le pétitionnaire doit déposer en pièce jointe au permis de construire une note concernant la gestion des eaux pluviales avec un plan précisant :

- L'implantation et le diamètre de toutes les canalisations en domaine privé ;
- La nature des ouvrages annexes (regards, grilles…), leurs emplacements projetés et leurs côtes altimétriques rattachées au domaine public ;
- Les profondeurs envisagées des regards de branchement aux réseaux publics ;
- Les diamètres des branchements aux réseaux publics ;
- Si les eaux pluviales ne sont pas rejetées dans un réseau public, la nature de l'exutoire des eaux pluviales (débit de fuite et trop-plein) ;
- Les surfaces imperméabilisées (toitures, voiries, parkings de surface…) raccordées et ce, par point de rejet ;

- S’ils sont prévus, l’implantation, la nature et le dimensionnement des ouvrages de stockage et de régulation des eaux pluviales ;
- Si l’infiltration des eaux pluviales est choisie, la capacité d’infiltration du sol ;
- La nature, les caractéristiques et l’implantation des ouvrages de traitement pour les espaces où les eaux de ruissellement sont susceptibles d’être polluées ;
- S’ils sont prévus, l’implantation, la nature et le dimensionnement des ouvrages de stockage d’eaux pluviales à destination d’arrosage.

ANNEXES

ANNEXE I : Carte des bassins versants hydrographiques

ANNEXE II : Atlas des zones inondables (AZI)

ANNEXE III : Plan de Prévention des risques Inondation (PPRi)

ANNEXE IV : Plans du réseau d'assainissement des eaux pluviales

ANNEXE V : Anomalies relevées lors des visites

ANNEXE VI : Carte des sous-bassins versants

ANNEXE VII : Cartographie du zonage d'assainissement des eaux pluviales

ANNEXE VIII : Arrêté de mise à l'enquête publique du zonage d'assainissement des eaux pluviales

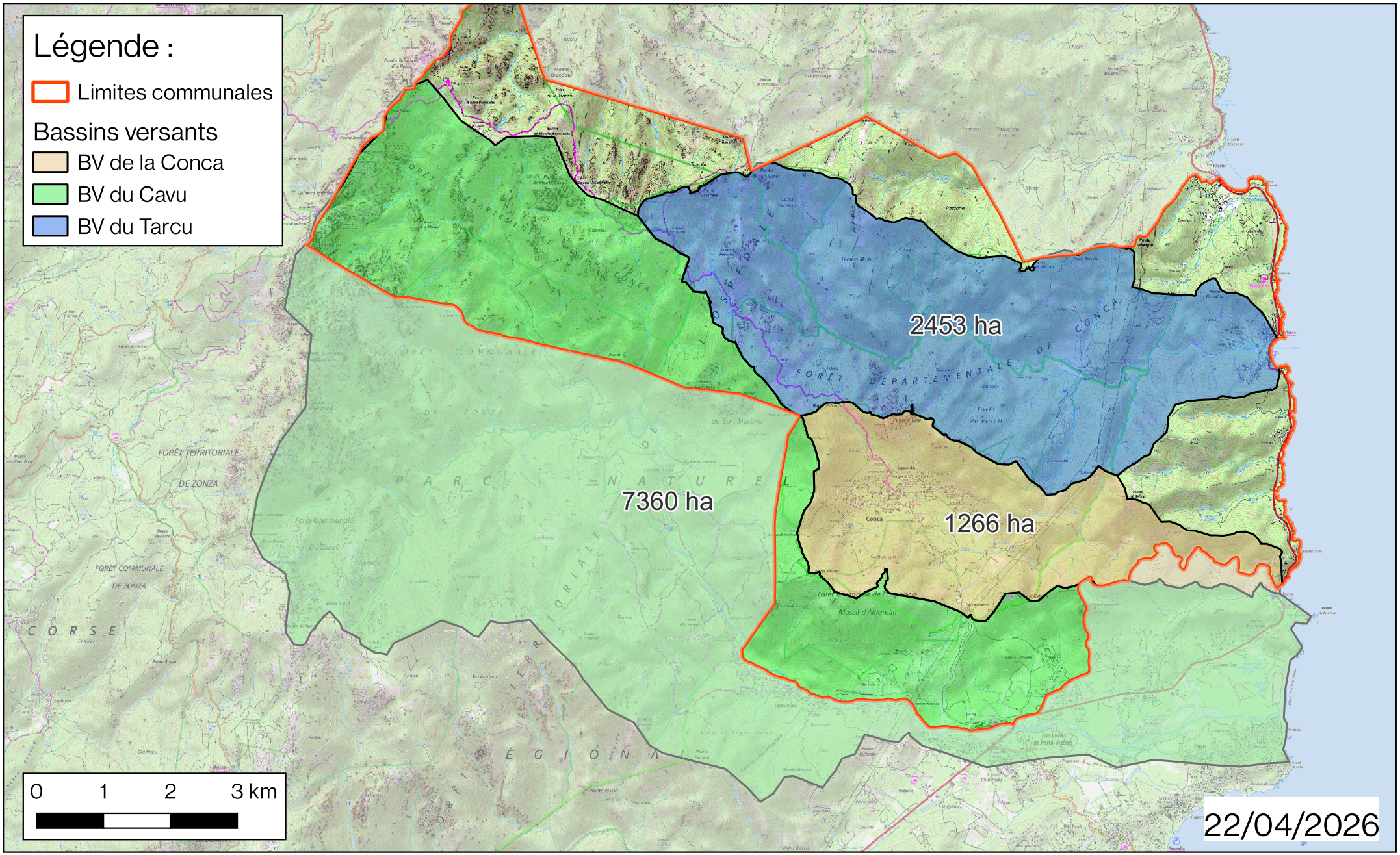
ANNEXE I

CARTE DES BASSINS VERSANTS HYDROGRAPHIQUES

Commune de CONCA

Carte des bassins versants hydrographiques

Format A4 - Echelle 1/50000



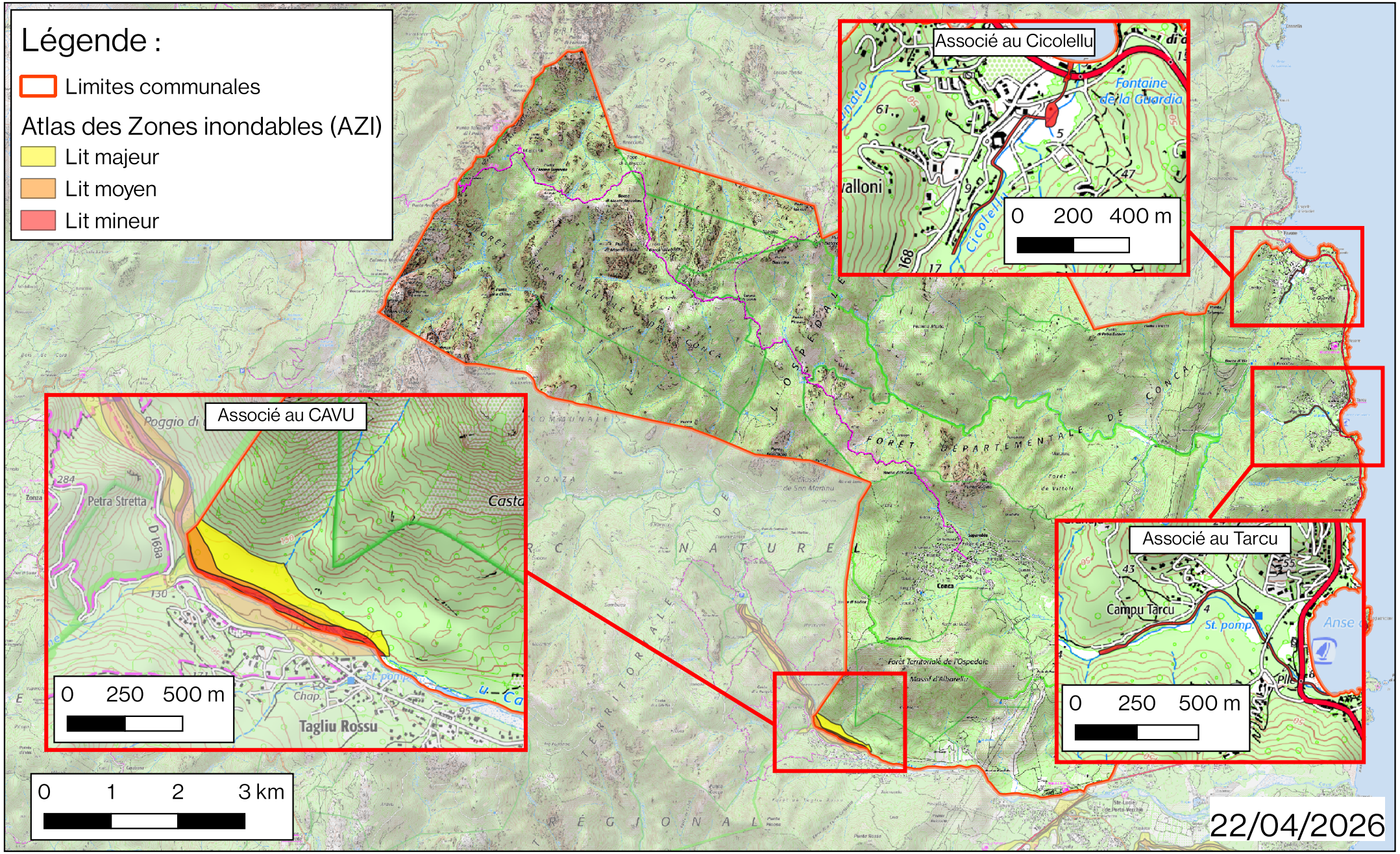
ANNEXE II

ATLAS DES ZONES INONDABLES (AZI)

Commune de CONCA

Atlas des Zones Inondables (AZI)

Format A4 - Echelle 1/ 50000



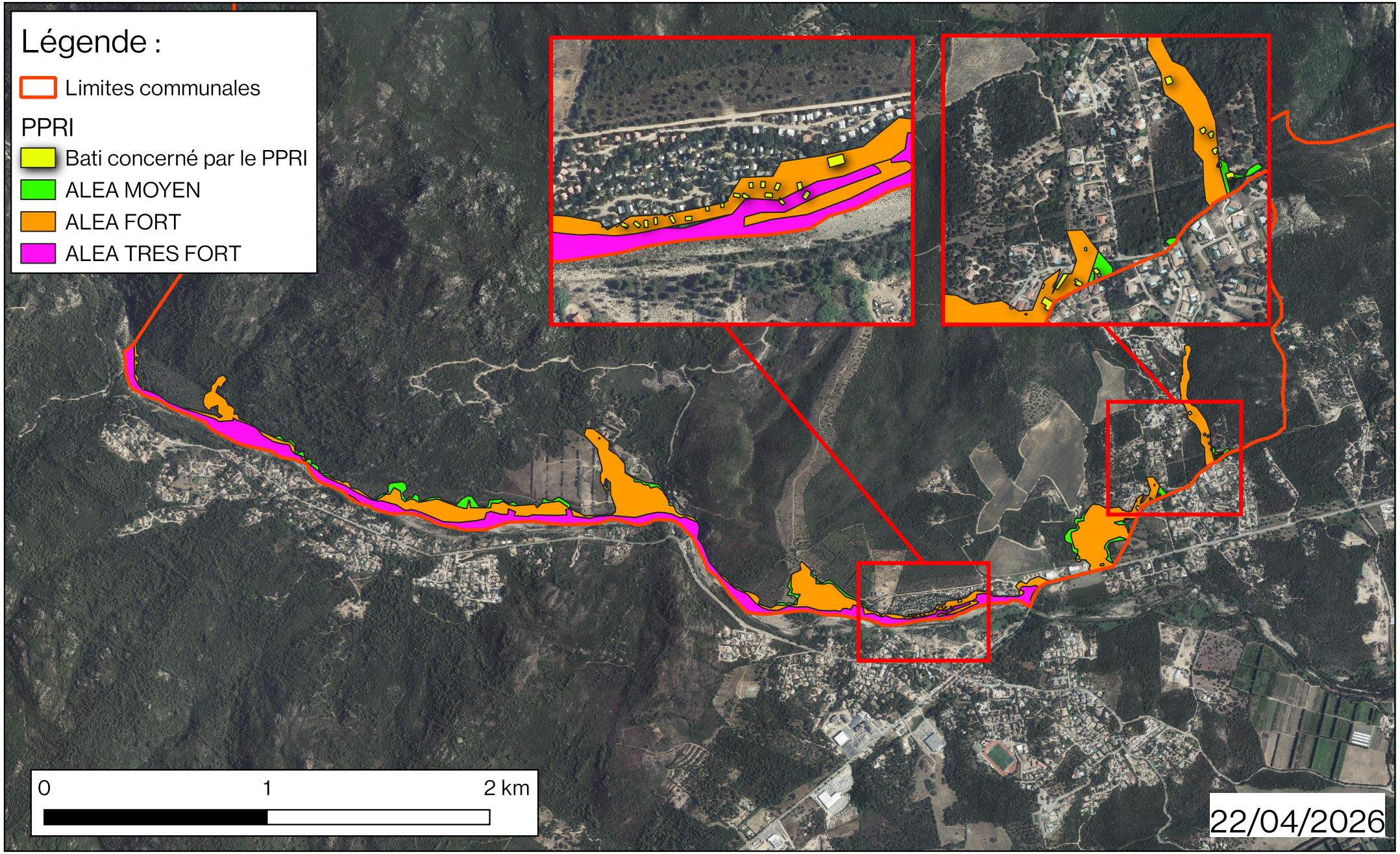
ANNEXE III

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI)

Commune de CONCA

Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRi) associé au CAVU

Format A4 - Echelle 1/15000



ANNEXE IV

PLANS DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Commune de CONCA

Plan du réseau d'assainissement des eaux pluviales 1/2

Forma A0 - Echelle 1/15000
RGF93 / Lambert-93 EPSG : 2154

0 250 500 m

Légende

- Limites communales

Reseau

- ECOULEMENT
- FOSSE
- CANIVEAU
- CANAL
- CONDUITE
- CADRE
- PASSAGE CANADIEN
- CHEMIN DE GRILLE

Noeud

- REGARD
- REGARD GRILLE
- AVALOIR
- TETE DE PONT
- Parcelles

Eau

- Présence d'eau stagnante

N W E S

TPAe - SCOP SA à capital variable
Résidence Impériale - Bâtiment C2
Rue des Anémones
20090
Tél : 04 95 52 92 08
Mail : tpae.corse@orange.fr

16/04/2026

Commune de CONCA
Plan du réseau d'assainissement des eaux pluviales 2/2

Forma A0 - Echelle 1/8000
RGF93 / Lambert-93 EPSG : 2154

0 — 250 — 500 m

Légende

- Limites communales

Reseau
- ECOULEMENT
- FOSSE
- CANIVEAU
- CANAL
- CONDUITE
- CADRE
- PASSAGE CANADIEN
- CHEMIN DE GRILLE

Noeud
- REGARD
- REGARD GRILLE
- AVALOIR
- TETE DE PONT
- Parcelles

Eau
- Présence d'eau stagnante

Retenues d'eau
- Réservoirs eau potable

N
W E
S

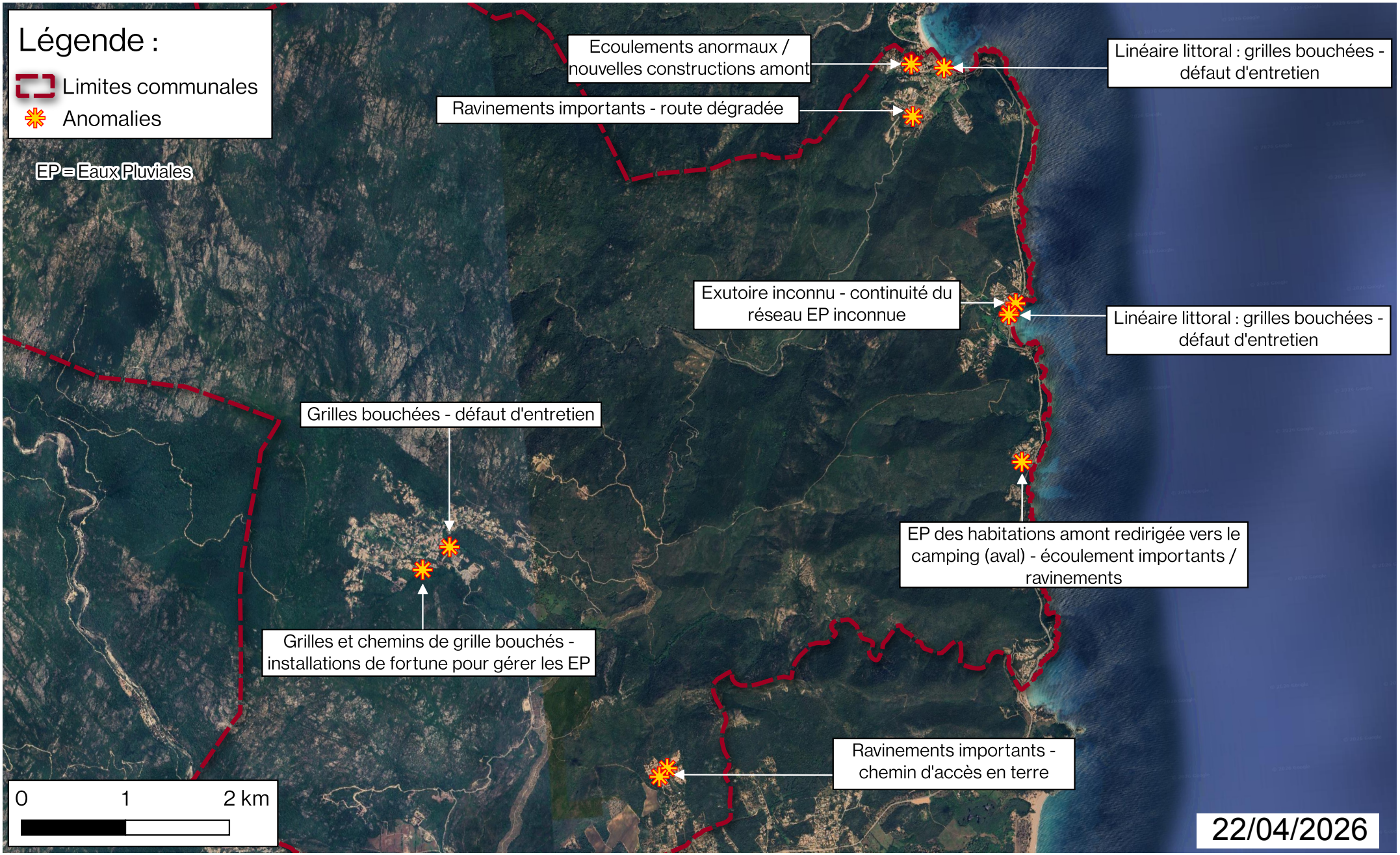
TPAe - SCOP SA à capital variable
Résidence Impériale - Bâtiment C2
Rue des Anémones
20090
Tél : 04 95 52 92 08
Mail : tpae.corse@orange.fr

16/04/2026

ANNEXE V

ANOMALIES RELEVEES LORS DES VISITES

Commune de CONCA
Anomalies relevées lors des visites
Format A4 - Echelle 1/35000



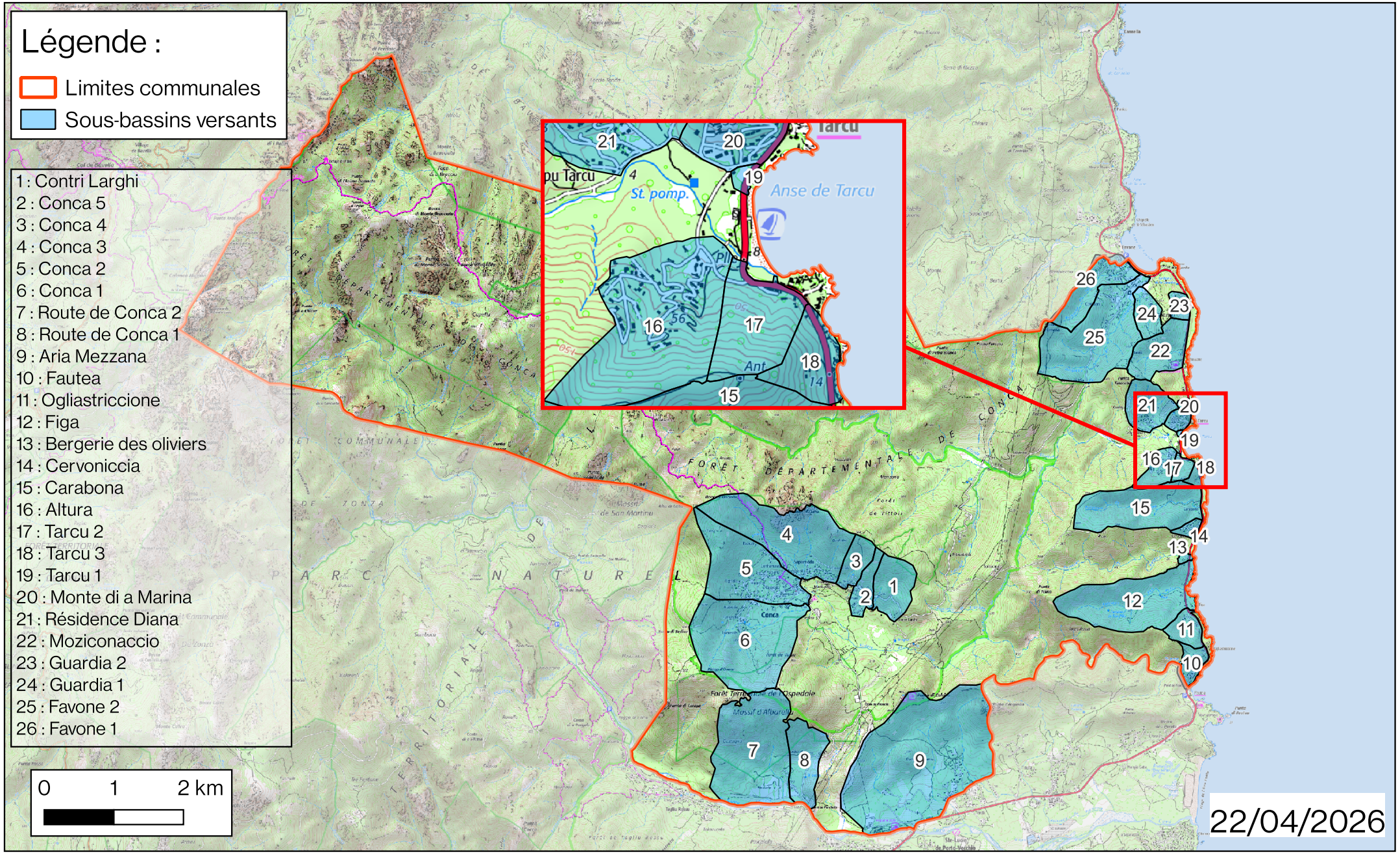
ANNEXE VI

CARTE DES SOUS-BASSINS VERSANTS

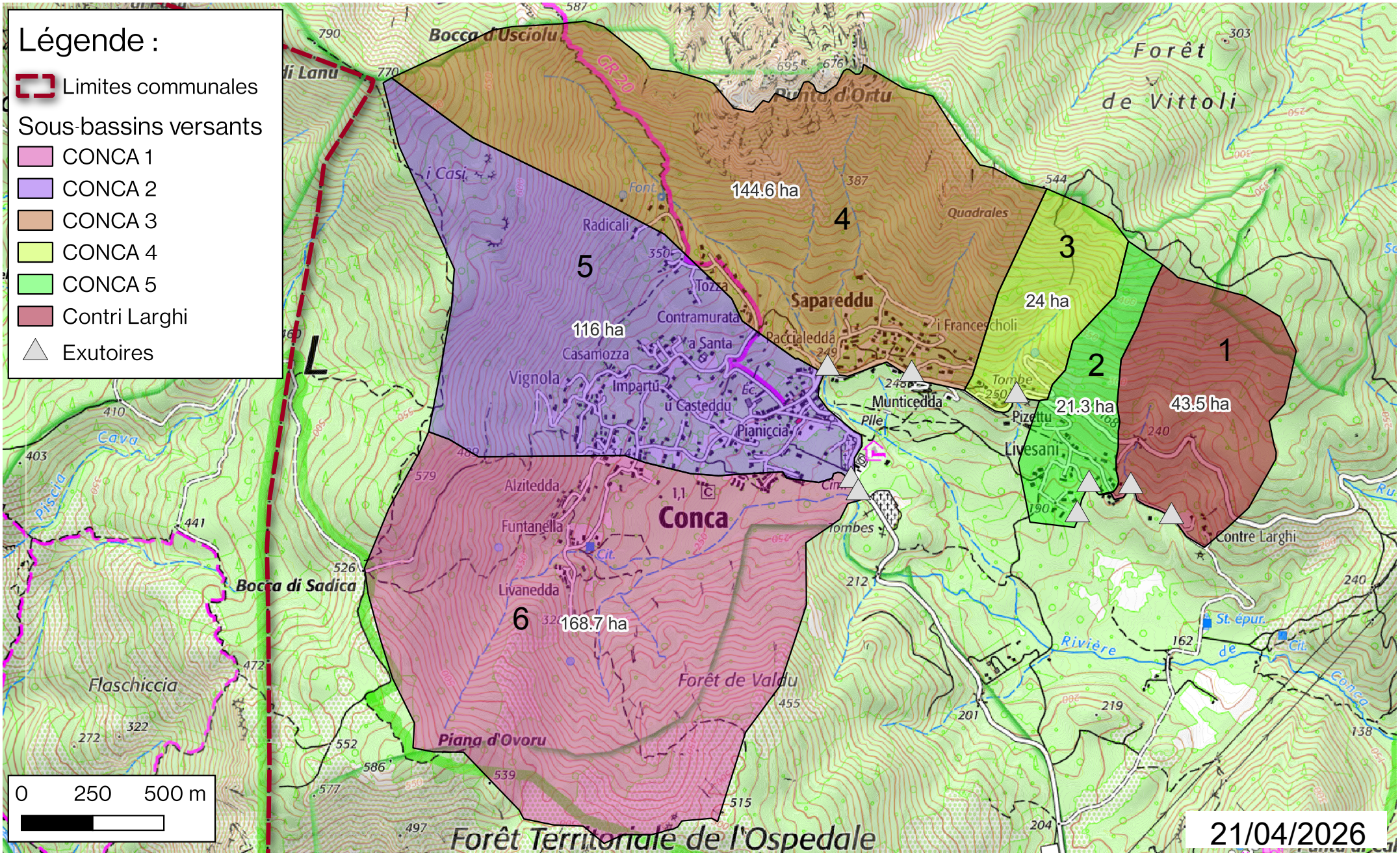
Commune de CONCA

Carte des sous-bassins versants

Format A4 - Echelle 1/15000



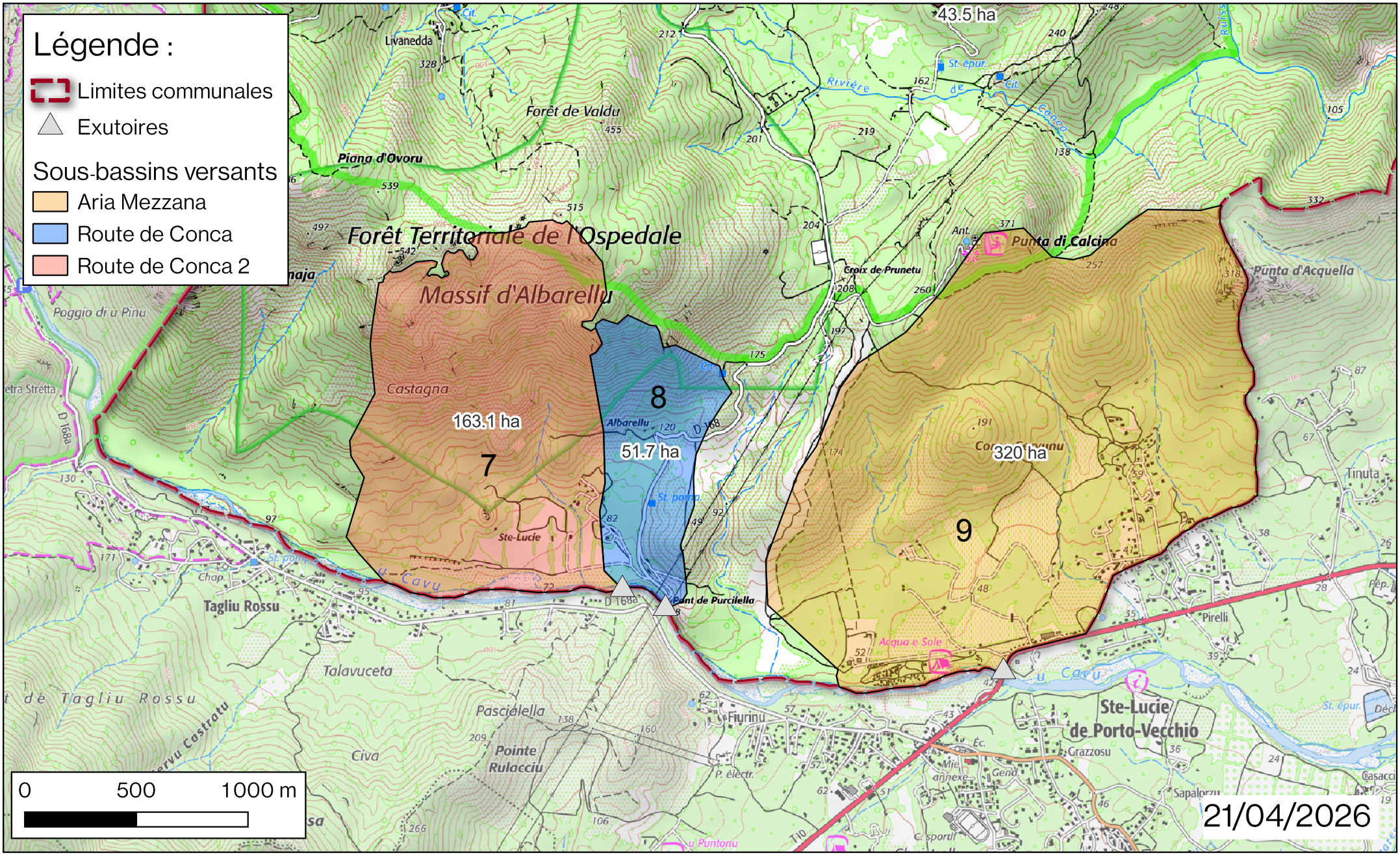
Commune de CONCA
Sous-bassins versant (village de CONCA)
Format A4 - Echelle 1/10000



Commune de CONCA

Sous-bassins versants (route de Conca et Aria Mezzana)

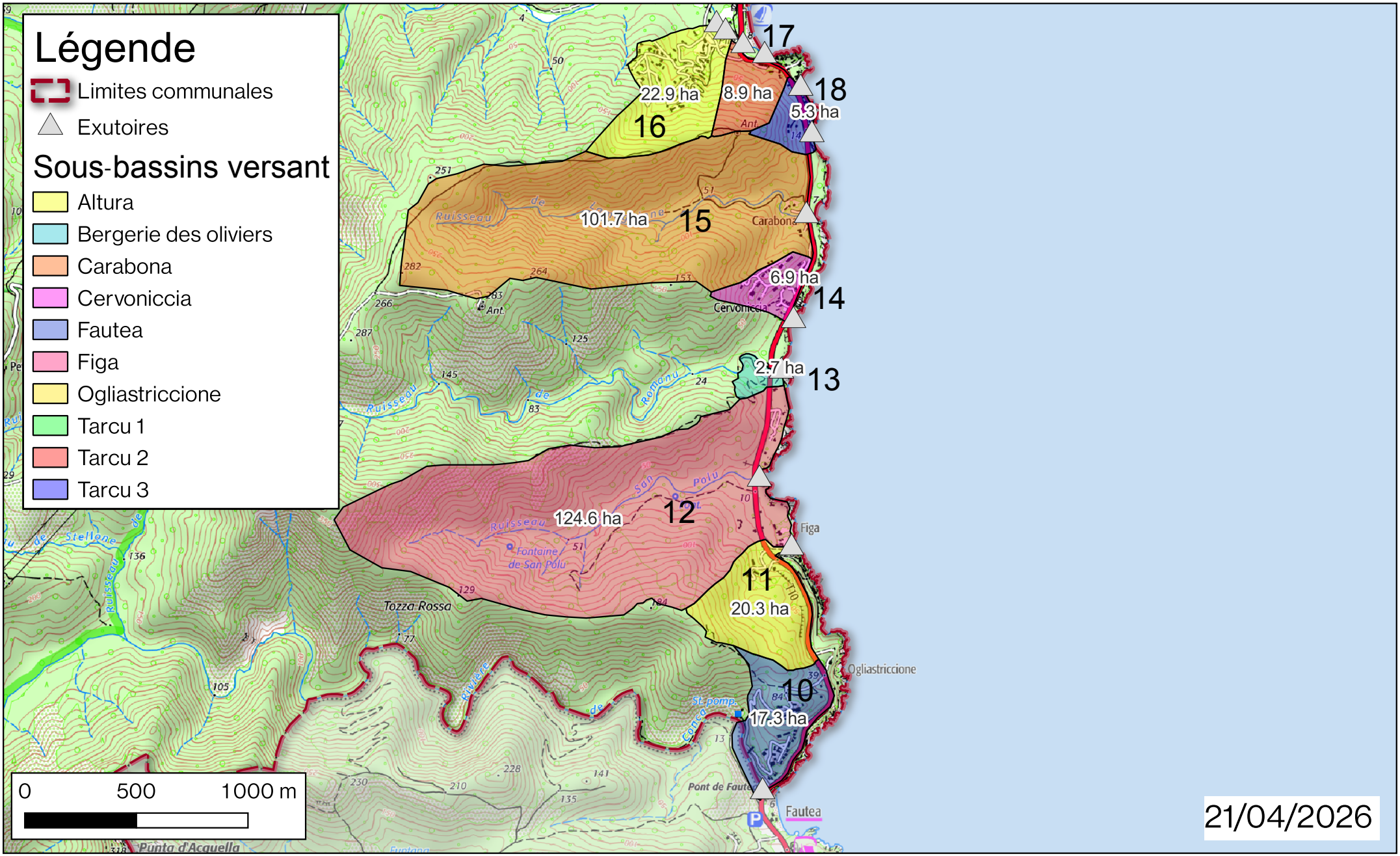
Format A4 - Echelle 1/15000



Commune de CONCA

Sous-bassins versants (de Tarcu à Fautea)

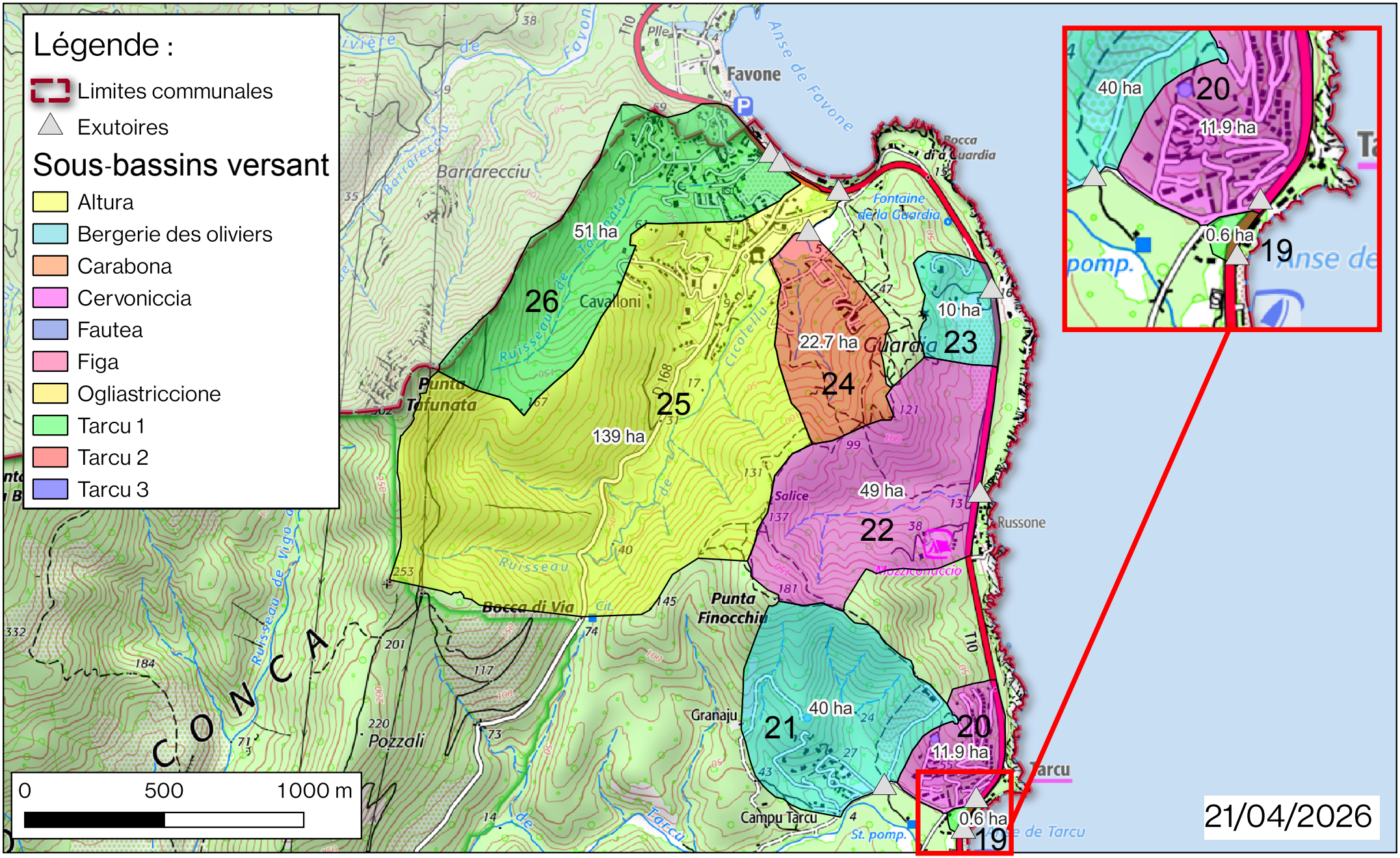
Format A4 - Echelle 1/15000



Commune de CONCA

Sous-bassins versants (de Favone à Tarcu)

Format A4 - Echelle 1/12000



ANNEXE VII

CARTOGRAPHIE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Commune de CONCA

Zonage d'assainissement des eaux pluviales

Format A0 - Echelle 1/ 16 000e
RGF93 / Lambert-93 EPSG : 2154

0 500 1 000 1 500 m

Légende

Zonage d'assainissement des eaux pluviales
- EP1 - Zones soumises à prescriptions de niveau 1 : Zones U et AU
- EP2 - Zones soumises à prescriptions de niveau 2 : Zones 2AU, A et N

TPAe - SCOP SA à capital variable
Résidence Impériale Bâtiment C2
Rue des Anémones
2 090 AJACCIO
Tél : 04 95 52 92 08
Mail : tpae.corse@orange.fr

29/06/2026

ANNEXE XIV

ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES